

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS.....	82
COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008.....	83
BILANS CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008.....	84
TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008.....	85
TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008.....	86
ÉTATS CONSOLIDÉS DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISÉS POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008.....	87
NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE.....	88
Note 1 – Règles et méthodes comptables.....	88
Note 2 – Évolution du périmètre.....	94
Note 3 – Chiffre d'affaires.....	96
Note 4 – Charges opérationnelles par nature.....	97
Note 5 – Autres produits et charges opérationnels.....	97
Note 6 – Coût de l'endettement financier (net).....	98
Note 7 – Autres produits et charges financiers.....	99
Note 8 – Impôts.....	100
Note 9 – Capitaux propres.....	101
Note 10 – Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles.....	105
Note 11 – Immobilisations corporelles.....	107
Note 12 – Impôts différés.....	108
Note 13 – Autres actifs non courants.....	111
Note 14 – Clients et comptes rattachés.....	111
Note 15 – Autres créances courantes et d'impôts.....	112
Note 16 – Trésorerie nette.....	112
Note 17 – Provisions pour retraites et engagements assimilés.....	117
Note 18 – Provisions courantes et non courantes.....	124
Note 19 – Autres dettes non courantes.....	125
Note 20 – Dettes opérationnelles.....	125
Note 21 – Autres dettes courantes et d'impôts.....	125
Note 22 – Gestion des risques financiers.....	126
Note 23 – Instruments financiers.....	129
Note 24 – Information sectorielle.....	134
Note 25 – Effectifs.....	139
Note 26 – Engagements hors bilan.....	140
Note 27 – Transactions avec des parties liées.....	141
Note 28 – Événements postérieurs à la clôture.....	142
Note 29 – Liste par pays des principales sociétés consolidées.....	142

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Cap Gemini S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1-F aux comptes consolidés expose les méthodes de comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts liés aux prestations

à long terme. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables précisés ci-dessus et des informations fournies dans la note précitée, nous nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues.

- Le montant des immobilisations incorporelles nettes, figurant au bilan consolidé, inclut à hauteur de 2 726 millions d'euros des écarts d'acquisition non amortis. Les notes 1-I et 10 aux comptes consolidés exposent les principes et méthodes comptables ainsi que les modalités relatives à l'approche retenue par le Groupe pour la détermination de la valeur d'utilité de ces actifs. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent.
- Un montant d'actif d'impôts différés de 863 millions d'euros figure au bilan consolidé dont les modalités de détermination sont décrites dans la note 12 aux comptes consolidés. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons validé la cohérence d'ensemble des données et des hypothèses retenues ayant servi à l'évaluation de l'actif d'impôt différé.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les Commissaires aux Comptes

Neuilly-sur-Seine, le 11 février 2009

PricewaterhouseCoopers Audit

Serge Villepelet Edouard Sattler

Paris La Défense, le 11 février 2009

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Jean-Luc Decornoy Jacques Pierre
Associé Associé

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008

en millions d'euros	Notes	2006		2007		2008	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Chiffre d'affaires	3	7 700	100	8 703	100	8 710	100
Coûts des services rendus	4	5 920	76,9	6 518	74,9	6 478	74,4
Frais commerciaux	4	508	6,6	607	7,0	632	7,3
Frais généraux et administratifs	4	825	10,7	938	10,7	856	9,8
Marge opérationnelle		447	5,8	640	7,4	744	8,5
Autres produits et charges opérationnels	5	(113)	(1,5)	(147)	(1,7)	(158)	1,8
Résultat opérationnel		334	4,3	493	5,7	586	6,7
Coût de l'endettement financier (net)	6	(10)	(0,1)	(4)	-	2	-
Autres produits et charges financiers	7	(18)	(0,2)	(3)	-	(21)	(0,2)
Résultat financier		(28)	(0,3)	(7)	(0,1)	(19)	(0,2)
Charge d'impôt	8	(13)	(0,2)	(48)	(0,6)	(116)	(1,3)
Résultat des entreprises associées		-	-	2	-	-	-
Résultat net		293	3,8	440	5,1	451	5,2
dont :							
Part du Groupe		293	3,8	440	5,1	451	5,2
Part des minoritaires		-	-	-	-	-	-

	Note	2006	2007	2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires		132 782 723	144 744 128	143 424 188
Résultat de base par action (en euros)	9	2,21	3,04	3,14
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)		147 241 326	159 292 070	156 466 779
Résultat dilué par action (en euros)	9	2,07	2,84	2,97

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

BILANS CONSOLIDÉS

AUX 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31 décembre 2006	31 décembre 2007	31 décembre 2008
ACTIF				
Écarts d'acquisition	10	1 849	2 577	2 726
Immobilisations incorporelles	10	122	171	140
Immobilisations corporelles	11	375	442	422
Total des immobilisations		2 346	3 190	3 288
Impôts différés	12	888	907	863
Autres actifs non courants	13	295	96	91
TOTAL ACTIF NON COURANT		3 529	4 193	4 242
Clients et comptes rattachés	14	2 063	2 318	2 396
Autres créances courantes et d'impôts	15	214	374	223
Placements à court terme	16	2 460	1 594	1 290
Banques	16	442	648	578
TOTAL ACTIF COURANT		5 179	4 934	4 487
TOTAL ACTIF		8 708	9 127	8 729

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	31 décembre 2006	31 décembre 2007	31 décembre 2008
PASSIF				
Capital social		1 153	1 164	1 167
Primes d'émission et d'apport		2 659	2 682	2 689
Réserves et report à nouveau		(408)	(435)	(368)
Résultat de l'exercice		293	440	451
Capitaux propres part du Groupe		3 697	3 851	3 939
Intérêts minoritaires		-	-	-
SITUATION NETTE CONSOLIDÉE		3 697	3 851	3 939
Dettes financières à long terme	16	1 160	1 059	987
Impôts différés	12	118	138	138
Provisions pour retraites et engagements assimilés	17	591	621	503
Provisions non courantes	18	74	57	45
Autres dettes non courantes	19	122	146	112
TOTAL PASSIF NON COURANT		2 065	2 021	1 785
Dettes financières à court terme et découverts bancaires	16	107	277	47
Dettes opérationnelles	20	2 019	2 120	2 096
Acomptes clients et produits constatés d'avance	14	683	743	639
Provisions courantes	18	24	28	20
Autres dettes courantes et d'impôts	21	113	87	203
TOTAL PASSIF COURANT		2 946	3 255	3 005
TOTAL PASSIF		8 708	9 127	8 729

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
 POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	2006	2007	2008
Résultat net		293	440	451
Dépréciation des écarts d'acquisition	10	-	-	24
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations	10-11	167	192	213
Dotations aux provisions et autres charges calculées, nettes (hors actifs circulants)		97	(27)	(62)
Plus ou moins-values de cession d'actifs		6	5	3
Charges liées aux attributions d'actions et de stocks options	5	17	22	22
Coût de l'endettement financier (net)	6	10	4	(2)
Charge d'impôt	8	13	48	116
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur et autres		8	1	(17)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier (net) et impôt (A)		611	685	748
Impôt versé (B)		(31)	(79)	(94)
Variation liée aux créances clients et comptes rattachés et acomptes clients et produits constatés d'avance		(181)	(159)	(153)
Variation liée aux dettes fournisseurs		59	70	12
Variation liée aux autres créances et dettes		120	(20)	35
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (C)		(2)	(109)	(106)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ (D=A+B+C)		578	497	548
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10-11	(101)	(149)	(134)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		27	5	20
		(74)	(144)	(114)
Décaissements liés aux acquisitions de sociétés consolidées		(33)	(900)	(274)
Trésorerie des sociétés acquises		6	72	7
Encaissements/décaissements (net) liés aux cessions/acquisitions de sociétés non consolidées		(136)	1	-
Encaissements/décaissements (net) liés aux autres opérations d'investissement		19	(10)	(16)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-	-	1
		(144)	(837)	(282)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		(218)	(981)	(396)
Augmentation de capital		517	34	10
Dividendes versés		(66)	(101)	(143)
Encaissements/décaissements (net) liés aux opérations sur actions propres		2	1	(75)
Augmentations des dettes financières	16	45	37	37
Remboursements des dettes financières	16	(108)	(132)	(130)
Coût de l'endettement financier (net)	6	(10)	(4)	2
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)		380	(165)	(299)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE (G=D+E+F)		740	(649)	(147)
Incidence des variations des cours des devises (H) (1)		(15)	(75)	(185)
TRÉSORERIE D'OUVERTURE (I) (1)	16	2 136	2 861	2 137
TRÉSORERIE DE CLÔTURE (G+H+I) (1)	16	2 861	2 137	1 805

(1) Il convient de noter que les instruments dérivés attachés à des éléments de trésorerie ont été reclassés avec leurs sous-jacents aux fins d'une information plus appropriée, cf. Note 16 - Trésorerie nette.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008

<i>en millions d'euros</i>	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Actions propres (1)	Réserves et résultats consolidés	Réserves de conversion	Situation nette de l'ensemble consolidé (2)
AU 1^{er} JANVIER 2006	131 581 978	1 053	2 229	(18)	(530)	16	2 750
Augmentations de capital par levée d'options (3)	790 393	7	12	-	-	-	19
Dividendes versés au titre de l'exercice 2005	-	-	-	-	(66)	-	(66)
Émission de 312 127 actions dans le cadre du complément de prix Transiciel	312 127	2	9	-	-	-	11
Reprise de provisions pour complément de prix Transiciel	-	-	-	-	(11)	-	(11)
Émission de 11 397 310 actions nouvelles dans le cadre de l'augmentation de capital du 6 décembre 2006	11 397 310	91	407	-	-	-	498
Cession de 84 779 actions restituées	-	-	2	-	1	-	3
Ajustement du nombre et de la valeur des actions propres détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions (4)	-	-	-	(1)	2	-	1
Réévaluation et élimination des actions attribuées ou attribuables à des salariés du Groupe Capgemini (3)	-	-	-	6	(3)	-	3
Valorisation des options de souscription d'actions (3)	-	-	-	-	15	-	15
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	198	(17)	181
Résultat net	-	-	-	-	293	-	293
AU 31 DÉCEMBRE 2006	144 081 808	1 153	2 659	(13)	(101)	(1)	3 697
Augmentations de capital par levée d'options (3)	1 343 701	11	23	-	-	-	34
Obligations (OCEANE 2005) converties en actions	1	-	-	-	-	-	-
Valorisation des options de souscription d'actions (3)	-	-	-	-	19	-	19
Dividendes versés au titre de l'exercice 2006	-	-	-	-	(101)	-	(101)
Ajustement du nombre et de la valeur des actions propres détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions (4)	-	-	-	(1)	-	-	(1)
Réévaluation et élimination des actions attribuées ou attribuables à des salariés du Groupe Capgemini (3)	-	-	-	4	(1)	-	3
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	(69)	(171)	(240)
Résultat net	-	-	-	-	440	-	440
AU 31 DÉCEMBRE 2007	145 425 510	1 164	2 682	(10)	187	(172)	3 851
Augmentations de capital par levée d'options (3)	419 428	3	7	-	-	-	10
Valorisation des options de souscription d'actions (3)	-	-	-	-	20	-	20
Dividendes versés au titre de l'exercice 2007	-	-	-	-	(143)	-	(143)
Ajustement du nombre et de la valeur des actions propres détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions (4)	-	-	-	(73)	(2)	-	(75)
Réévaluation et élimination des actions attribuées ou attribuables à des salariés du Groupe Capgemini (3)	-	-	-	(1)	3	-	2
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	(72)	(105)	(177)
Résultat net	-	-	-	-	451	-	451
AU 31 DÉCEMBRE 2008	145 844 938	1 167	2 689	(84)	444	(277)	3 939

(1) Cf. Note 1.K) - Actions propres.

(2) Sur les trois derniers exercices, les intérêts minoritaires sont nuls (cf. Note 2 - Évolution du périmètre et Note 29 - Liste par pays des principales sociétés consolidées).

(3) L'évaluation et la comptabilisation des options de souscription d'actions sont indiquées en Note 9.A) - Plans d'options de souscription d'actions.

(4) Cf. Note 9.B) - Programme de rachat d'actions.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES PRODUITS ET DES CHARGES COMPTABILISÉS
 POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006, 2007 ET 2008

<i>en millions d'euros</i>	2006	2007	2008
Résultat net	293	440	451
Gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraites et engagements assimilés (1)	150	(84)	(56)
Impôts différés reconnus en capitaux propres (2)	43	15	17
Écarts de conversion	(17)	(171)	(105)
Autres (3)	5	-	(33)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	181	(240)	(177)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS	474	200	274

(1) Cf. Note 17 - Provisions pour retraites et engagements assimilés. Les effets des gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraites et engagements assimilés sont calculés dans le tableau ci-dessus au taux de change moyen de chacun des exercices concernés.

(2) Les impôts différés portent principalement sur les gains et pertes actuariels liés aux provisions pour retraites (1) ainsi que sur les contrats de couverture de change (3) reconnus en capitaux propres. En 2006, les impôts différés incluent en particulier la reconnaissance au Royaume-Uni d'un actif d'impôt, pour un montant de 52 millions d'euros, portant sur des éléments constatés directement en capitaux propres entre 2004 et 2006 et relatifs aux provisions pour retraites et engagements assimilés.

(3) Les « Autres » éléments correspondent essentiellement aux contrats de couverture de change pour lesquels la comptabilité de couverture est appliquée, cf. Note 22 - Gestion des risques financiers.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

NOTE 1 – RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2008 sont établis conformément aux normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Ces normes comptables internationales sont constituées des IFRS (International Financial Reporting Standards), des IAS (International Accounting Standards), ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2008 (publication au Journal Officiel de l'Union Européenne).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par le Syntec Informatique – organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France – sur les modalités d'application des normes IFRS.

Certaines normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) ainsi que par l'Union Européenne au 31 décembre 2008 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Cela concerne essentiellement la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». L'application anticipée de cette norme en 2008 n'aurait pas modifié de manière substantielle la présentation de l'information sectorielle.

Certaines normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2008 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Cela concerne essentiellement la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers ». L'application anticipée de cette norme en 2008 n'aurait pas eu d'effet significatif sur la présentation des comptes consolidés, notamment en raison de l'application en 2006 de l'amendement de la norme IAS 19 ayant conduit à la mise en place d'un état consolidé des produits et des charges comptabilisés.

Les comptes consolidés de l'exercice 2008 ainsi que les notes afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Cap Gemini S.A. (ci-après dénommée la Société) le 11 février 2009.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après :

A) Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Cap Gemini S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est exercé lorsque

Cap Gemini S.A. a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la société de manière à tirer avantage de ses activités.

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Cap Gemini S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Selon cette méthode, le Groupe inclut sa quote-part dans les produits et charges, actifs et passifs de l'entreprise sous contrôle conjoint dans les lignes appropriées de ses états financiers.

Les sociétés sur la gestion desquelles Cap Gemini S.A. exerce directement ou indirectement une influence notable, sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou conjoint, sont mises en équivalence. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte de résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La participation du Groupe dans celle-ci est comptabilisée au bilan dans le poste « Autres actifs non courants » pour un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée.

Le périmètre de consolidation figure en Note 29 - Liste par pays des principales sociétés consolidées.

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes au 31 décembre 2008, selon les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe.

Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Le Groupe ne contrôle pas d'entité ad hoc non consolidée.

B) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques et d'hypothèses susceptibles de variations dans le temps et comportent certains aléas. Elles concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait dans le cadre de la méthode à l'avancement, la reconnaissance d'impôts différés actifs, l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs, les engagements de retraites, la juste valeur des instruments dérivés et les provisions courantes et non courantes.

C) Conversion des états financiers

Les comptes consolidés présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

Les postes de bilan exprimés en devises sont convertis en euros aux taux de clôture de l'exercice, à l'exception de la situation nette qui est conservée à sa valeur historique. Les comptes de résultat exprimés en devises étrangères sont convertis aux taux moyens de la période. Néanmoins, pour certaines transactions significatives, il peut être jugé plus pertinent d'utiliser un taux de conversion spécifique. Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

Les différences de change ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans des filiales étrangères sont inscrites en réserves de conversion pour leur montant net d'impôt.

Les écarts de change sur créances et dettes libellées en devises étrangères sont comptabilisés en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les taux de change utilisés pour convertir les états financiers des principales filiales du Groupe sont les suivants :

	Taux moyens			Taux de clôture		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Dollar américain	0,79710	0,73072	0,68361	0,75930	0,68064	0,70077
Livre sterling	1,46681	1,46177	1,25885	1,48920	1,36091	1,02192
Dollar canadien	0,70258	0,68154	0,64214	0,65441	0,69498	0,57445
Couronne suédoise	0,10808	0,10809	0,10418	0,11061	0,10584	0,09108
Dollar australien	0,60016	0,61179	0,57736	0,59913	0,59769	0,48555
Couronne norvégienne	0,12434	0,12476	0,12196	0,12139	0,12541	0,10055
Roupie indienne	0,01760	0,01767	0,01573	0,01716	0,01733	0,01446
Zloty polonais	0,25682	0,26447	0,28543	0,26103	0,27766	0,24155

D) Compte de résultat

Afin de mieux appréhender les particularités de son activité, le Groupe présente un compte de résultat par fonction qui, après le chiffre d'affaires, analyse les charges opérationnelles comme suit : les coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), les frais commerciaux et les frais généraux et administratifs.

L'ensemble de ces trois postes représente les charges opérationnelles qui, déduites du chiffre d'affaires, permettent d'obtenir la marge opérationnelle, un des principaux indicateurs de performance de l'activité du Groupe.

Le résultat opérationnel est obtenu en déduisant de la marge opérationnelle les autres produits et charges opérationnels. Ceux-ci comprennent la charge résultant de l'étalement de la juste valeur des actions et options de souscription d'actions attribuées au personnel, ainsi que les charges ou produits non récurrents, notamment les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession de sociétés consolidées ou d'activités, les charges de restructuration afférentes à des plans approuvés par les organes de direction du Groupe et ayant fait l'objet d'une communication aux tiers concernés, les coûts d'intégration des sociétés récemment acquises par le Groupe, ainsi que les effets des réductions et des liquidations des régimes de retraites à prestations définies.

Le résultat net est alors obtenu en prenant en compte les éléments suivants :

- le coût de l'endettement financier (net), qui comprend les intérêts sur dettes financières calculés sur la base du taux d'intérêt effectif, diminués des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie,

- les autres produits et charges financiers, qui comprennent principalement les réévaluations des instruments financiers à leur juste valeur lorsqu'ils se rapportent à des éléments de nature financière, les plus ou moins-values de cession et dépréciations de titres non consolidés, les charges d'intérêt nettes sur régimes de retraites à prestations définies, les gains et pertes de change sur éléments financiers, ainsi que les autres produits et charges financiers sur divers actifs et passifs financiers calculés sur la base du taux d'intérêt effectif,
- la charge d'impôt courant et différé,
- le résultat des entreprises associées.

E) Résultat par action

L'information présentée est calculée selon les principes suivants :

- résultat de base par action : le résultat net (part du Groupe) est rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après déduction des actions propres détenues au cours de la période. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est une moyenne annuelle pondérée, ajustée du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période et calculée en fonction de la date de remboursement et d'émission des actions au cours de l'exercice,
- résultat dilué par action : le résultat net (part du Groupe) ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, pris en compte pour le calcul du résultat de base par action, sont ajustés des effets de tous les instruments financiers potentiellement dilutifs : (i) options de souscription d'actions, (ii) Obligations Convertibles et/ou Échangeables en Actions Nouvelles ou Existantes.

F) Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts sur prestations

La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations :

A. Prestations en régie

Le chiffre d'affaires et les coûts des prestations en régie sont reconnus au fur et à mesure de la prestation.

B. Prestations au forfait

Le chiffre d'affaires sur prestations au forfait, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, selon la méthode « à l'avancement ».

Les coûts liés aux prestations au forfait sont reconnus lorsqu'ils sont encourus.

C. Prestations d'infogérance

Le chiffre d'affaires lié aux prestations d'infogérance est reconnu sur la durée du contrat en fonction du niveau de services rendus. Lorsque ces services consistent en plusieurs prestations non identifiables séparément, le chiffre d'affaires est reconnu linéairement sur la durée du contrat.

Les coûts relatifs aux prestations d'infogérance sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toutefois, les coûts engagés dans la phase initiale du contrat (coûts de transition et/ou de transformation) peuvent être différés lorsqu'ils sont spécifiques aux contrats, qu'ils se rapportent à une activité future et/ou génèrent des avantages économiques futurs, et qu'ils sont recouvrables. Ces coûts sont alors classés en travaux en cours. Toutefois, en cas de remboursement par le client, celui-ci est enregistré en diminution des coûts encourus.

Lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur à son chiffre d'affaires, une perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients pour celles ayant fait l'objet d'une facturation, ou en factures à émettre pour les prestations réalisées et non encore facturées. Les acomptes reçus des clients et les produits constatés d'avance figurent quant à eux dans les passifs courants.

G) Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

A. Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés

à leur juste valeur à la date d'acquisition et au plus tard au terme d'une période d'évaluation pouvant atteindre 12 mois suivant cette date.

Les écarts d'acquisition représentent la différence existant entre le coût d'un regroupement d'entreprises et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables de l'entité acquise. Lorsque le coût du regroupement d'entreprise est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs, l'écart est immédiatement reconnu en résultat.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis à des tests de dépréciation une fois par an, ou chaque fois que des événements ou des modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur.

B. Immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels développés pour un usage interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur une durée allant de 3 à 5 ans.

Les coûts capitalisés des logiciels développés à usage interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

H) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût historique amorti, diminué des pertes de valeur. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les immeubles détenus par le Groupe ont été valorisés selon l'approche par composants.

Les dépenses ultérieures (dépenses de remplacement et dépenses de mise en conformité) sont immobilisées et amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation à laquelle elles se rattachent. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Il est calculé sur la base du prix d'acquisition, sous déduction d'une éventuelle valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon leur durée de vie attendue, comme suit :

Constructions	20 à 40 ans
Agencements et installations	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériels divers	5 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité attendues sont revues à chaque clôture.

Les plus ou moins-values de cession résultent de la différence entre le prix de vente et la valeur nette comptable des éléments d'actif cédés.

I) Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et corporelles est testée dès lors qu'il existe des indices de perte de valeur à la date d'établissement des comptes, et au moins une fois par an en ce qui concerne les écarts d'acquisition.

Le test de valeur consiste en l'évaluation de la valeur d'utilité de chaque entité générant ses flux propres de trésorerie (UGT, Unités Génératrices de Trésorerie). Les UGT retenues par le Groupe correspondent à des zones géographiques et au métier « Services informatiques de proximité » pour Sogeti.

S'appuyant notamment sur la méthode des « discounted cash-flows » (flux nets futurs de trésorerie actualisés), l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque UGT est effectuée sur la base de paramètres issus du processus budgétaire et du plan stratégique à 3 ans, paramètres étendus en général sur un horizon de 5 ans, qui incluent des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Des taux d'actualisation (s'appuyant sur le coût moyen pondéré du capital) et de croissance à long terme sur la période au-delà de 5 ans, appréciés à partir d'analyses du secteur dans lequel le Groupe exerce son activité, sont appliqués à l'ensemble des évaluations des entités générant leurs flux propres de trésorerie. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur correspondante est affectée en priorité aux écarts d'acquisition et reconnue en résultat opérationnel dans le compte « Autres produits et charges opérationnels ».

J) Contrats de location

Les contrats et accords signés par le Groupe sont analysés afin de déterminer s'ils sont, ou contiennent, des contrats de location.

Les contrats qui ne transfèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont qualifiés de contrats de location simple, et donnent lieu à des paiements comptabilisés en charges pendant la durée du contrat de location.

En revanche, dans le cas où le Groupe assume les avantages et les risques liés à la propriété, le contrat de location est alors qualifié de contrat de location-financement et il est procédé à un retraitement afin de reconnaître à l'actif le montant le plus faible entre la juste valeur du bien loué et la valeur actualisée des paiements futurs et au passif la dette financière correspondante. L'immobilisation est amortie sur sa durée d'utilité pour le Groupe, la dette est amortie sur la durée du contrat de location-financement et, le cas échéant, des impôts différés sont reconnus.

K) Actions propres

Les titres de Cap Gemini S.A. détenus par elle-même ou par des entités consolidées sont portés en diminution des capitaux propres consolidés, pour leur coût d'acquisition. Inversement, le résultat de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en capitaux propres pour l'effet net d'impôt. La plus ou moins-value ainsi réalisée n'affecte donc pas le résultat de l'exercice.

L) Impôts différés

Les impôts différés sont constatés pour tenir compte du décalage temporel entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs.

Les impôts différés sont comptabilisés respectivement en compte de résultat ou en capitaux propres au cours de l'exercice, selon qu'ils se rapportent à des éléments eux-mêmes enregistrés en compte de résultat ou en capitaux propres (cf. « États consolidés des produits et des charges comptabilisés »).

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable. Par ailleurs, les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés en compte de résultat ou en capitaux propres, est respectivement enregistré en compte de résultat ou en capitaux propres au cours de l'exercice où ces changements de taux deviennent effectifs.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés permettant ainsi à l'actif d'impôts différés reconnu d'être recouvré. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture et est réduite lorsqu'il est probable que les bénéfices imposables ne seront pas suffisants pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôts différés. Inversement, une telle réduction sera reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés si, et seulement si, les filiales ont un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs recouvrables et passifs d'impôt exigibles et lorsque ceux-ci concernent des impôts sur le résultat prélevés simultanément par la même autorité fiscale.

M) Instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués :

- des actifs financiers qui comprennent certains autres actifs non courants, les créances clients, certaines autres créances courantes, les disponibilités en banque et les placements à court terme,
- des passifs financiers qui comprennent les dettes financières à court et long terme et les découverts bancaires, certaines dettes opérationnelles et certaines autres dettes courantes et non courantes.

La comptabilisation des instruments financiers lors de leur entrée au bilan et de leur évaluation ultérieure selon les méthodes décrites ci-après fait référence aux définitions de taux d'intérêt suivantes :

- le taux du coupon, ou coupon, qui est le taux d'intérêt nominal de l'emprunt,
- le taux d'intérêt effectif, qui est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions payées ou reçues, des coûts de transaction et, le cas échéant, des primes à payer ou à recevoir. Ce taux est aussi appelé taux d'intérêt notionnel, et la charge financière correspondante, charge financière notionnelle,

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

- le taux de marché qui correspond au taux d'intérêt effectif recalculé à la date de l'évaluation en fonction des paramètres de marché courants.

Les instruments financiers (actifs et passifs) entrent au bilan à leur juste valeur initiale.

L'évaluation ultérieure des actifs et passifs financiers correspond, en fonction de leur classification, soit à la juste valeur, soit au coût amorti. Les actifs financiers évalués au coût amorti font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur éventuelle est enregistrée en compte de résultat.

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normales.

Le coût amorti correspond à la valeur comptable initiale (nette des coûts de transaction), augmentée des intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif et diminuée des sorties de trésorerie (coupons, remboursements de principal et, le cas échéant, des primes de remboursement). Les intérêts courus (produits et charges) ne sont pas enregistrés au taux nominal de l'instrument financier, mais sur la base du taux d'intérêt effectif de l'instrument.

Les instruments financiers actifs et passifs sont décomptabilisés dès lors que les risques et avantages liés sont cédés et que le Groupe a cessé d'exercer un contrôle sur ces instruments.

a. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers classés dans le poste « Autres actifs non courants » comprennent :

- (i) les titres de sociétés non consolidées. Le Groupe détient des participations dans des sociétés sans exercer d'influence notable ou de contrôle. Ces prises de participations correspondent notamment à des investissements à long terme dans le cadre d'alliances avec les sociétés concernées,
- (ii) les prêts "aides à la construction" en France, les dépôts et cautionnements et autres prêts à long terme,
- (iii) en 2006 et 2007, les créances résultant de l'option de report en arrière de déficits fiscaux détenues sur le Trésor Public (cf. ci-après b. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers),
- (iv) les créances dont la réalisation excède le cycle normal opérationnel de l'activité dans laquelle elles sont nées,
- (v) les instruments dérivés non courants.

Les autres actifs non courants sont comptabilisés au coût amorti, à l'exception :

- des titres de sociétés non consolidées, comptabilisés à leur juste valeur dans la mesure où ils sont analysés comme disponibles à la vente. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût.

La comptabilisation des titres de sociétés non consolidées est la suivante :

- les variations de juste valeur des titres sont comptabilisées en capitaux propres jusqu'à leur date de sortie ou de dépréciation,
- la dépréciation de ces titres, en cas d'indication objective de diminution de la juste valeur (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), est comptabilisée en résultat,
- dans le cas où des variations de juste valeur ont été comptabilisées antérieurement en capitaux propres, et s'il existe une indication objective de dépréciation des titres, ou en cas de cession des titres, alors la dépréciation ou la sortie des titres doit être comptabilisée en résultat financier et les mouvements antérieurement constatés en capitaux propres également repris,
- des instruments dérivés non courants, comptabilisés à leur juste valeur (cf. ci-après c. Instruments dérivés).

Créances clients

Les créances clients correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir. En cas de différé de paiement au-delà des délais accordés habituellement par le Groupe et dont l'effet est significatif sur la détermination de la juste valeur, les paiements futurs font l'objet d'une actualisation.

Placements à court terme et banques

Ces éléments sont évalués au bilan à leur juste valeur à la date d'établissement des comptes. Les effets de variation de juste valeur sont enregistrés en résultat financier.

b. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

Dettes financières à long terme et à court terme

Les dettes financières comprennent essentiellement les emprunts obligataires, les emprunts auprès des établissements de crédit, les dettes résultant de la reconnaissance à l'actif de la valeur des biens pris en location-financement, ainsi que, en 2006 et 2007, les dettes comptabilisées en contrepartie des créances résultant de l'option de report en arrière des déficits fiscaux (cf. a. Évaluation et comptabilisation des actifs financiers (iii)).

Tous ces éléments sont évalués à la date de souscription ou d'entrée au bilan à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti.

La juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissements

futurs actualisés au taux de marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt.

En ce qui concerne les emprunts obligataires convertibles, la différence entre la valeur nominale de l'emprunt et la juste valeur de sa composante dette, telle que calculée ci-dessus, est inscrite en capitaux propres.

A chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est déterminé lors de la souscription de l'emprunt et permet de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de sa composante dette.

La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrite en charges financières, en contrepartie de la dette au passif du bilan.

Autres passifs financiers

À l'exception des instruments dérivés évalués à leur juste valeur (cf. ci-après c. Instruments dérivés), les autres passifs financiers constitués essentiellement de dettes fournisseurs sont évalués au coût amorti calculé selon les principes décrits ci-dessus.

c. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont essentiellement constitués de contrats d'achats et de ventes de devises à terme ainsi que de contrats d'échange de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés sont initialement évalués à leur juste valeur. À l'exception des cas de couverture de flux futurs de trésorerie décrits ci-après, les variations de juste valeur des instruments dérivés, estimées sur la base des cours de marchés ou de valeurs données par les contreparties bancaires, sont reconnues en résultat à la date d'établissement des comptes.

Lorsque la comptabilité de couverture est appliquée dans le cadre de couverture de flux futurs de trésorerie opérationnels, la variation de juste valeur des instruments est dans un premier temps enregistrée en capitaux propres puis transférée au résultat opérationnel lorsque l'élément couvert est reconnu lui-même en compte de résultat.

N) Trésorerie et trésorerie nette

La trésorerie est composée des placements à court terme et banques diminués des découverts bancaires. Elle comprend également la juste valeur des instruments de couverture relatifs à ces éléments.

La trésorerie nette comprend la trésorerie, telle que définie ci-dessus, diminuée des dettes financières à court et long terme, et tient également compte de l'impact des instruments de couverture lorsqu'ils se rapportent à des dettes financières.

O) Prestations de retraites

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies font l'objet de versements par les salariés et par les sociétés du Groupe auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds de retraites. Les obligations du Groupe se limitent au paiement de ces cotisations qui sont donc enregistrées en compte de résultat dès qu'elles sont encourues. Les dettes relatives à ces

régimes sont comptabilisées en dettes opérationnelles. Ces régimes existent dans la majorité des pays d'Europe (France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne et Europe Centrale, les pays nordiques, Italie et Espagne), aux États-Unis ainsi que dans les pays d'Asie-Pacifique.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies sont :

- soit directement supportés par le Groupe, qui à ce titre, provisionne les coûts des prestations de retraites à servir, évalués à la valeur actuelle des paiements futurs estimés, en retenant des paramètres internes et externes revus régulièrement. Ces régimes à prestations définies non couverts par des actifs correspondent essentiellement à des indemnités de départ à la retraite et de couverture sociale,
- soit supportés au travers d'un fonds de pension auquel le Groupe contribue selon les règles et législations sociales propres à chaque pays d'implantation.

Les engagements de retraites souscrits dans le cadre de ces régimes sont le plus généralement évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale du Groupe.

Les engagements de retraites ainsi calculés font l'objet d'une actualisation au taux de rendement des obligations d'entreprises de première catégorie libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraites concernée.

Pour les régimes de retraites dont les engagements sont couverts par des actifs, seul le déficit estimé est provisionné.

Les coûts des services rendus au cours de l'exercice ainsi que les coûts des services passés correspondant à l'accroissement de l'obligation sont constatés en charges opérationnelles, respectivement sur l'exercice et sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

Les profits ou les pertes résultant de la réduction ou de la liquidation de régimes à prestations définies sont comptabilisés en « Autres produits et charges opérationnels ».

L'effet de la désactualisation des obligations ainsi que celui du rendement attendu des actifs de couverture sont comptabilisés en « Autres produits et charges financiers ».

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses actuarielles ou des écarts d'expérience (i.e. écarts entre la projection actuarielle et la réalité à la date d'établissement des comptes) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ceux-ci sont intégralement reconnus en capitaux propres au cours de la période dans laquelle ils surviennent.

P) Options de souscription d'actions

Des options de souscription d'actions ont été accordées à un certain nombre de salariés du Groupe. Elles donnent droit de souscrire à des actions de Cap Gemini S.A. pendant un délai de cinq ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution.

Les options font l'objet d'une évaluation correspondant à la juste valeur de l'avantage accordé au salarié à la date d'octroi. Cet avantage est reconnu en « Autres produits et charges opérationnels » au compte de résultat, linéairement sur la période d'acquisition des droits de l'option, en contrepartie des capitaux propres.

La juste valeur de l'option est déterminée par application du modèle de « Black and Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, et le taux d'intérêt sans risque. La charge comptabilisée tient également compte des hypothèses de rotation de l'effectif bénéficiant de l'attribution d'options. Ces hypothèses sont revues chaque année.

Q) Provisions

Une provision est reconnue au bilan à la clôture d'un exercice si, et seulement si, il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut-être estimé de manière fiable. Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de la valeur temps est significatif.

R) Tableau des flux de trésorerie consolidés

Le tableau des flux de trésorerie consolidés analyse la variation annuelle de la trésorerie par nature de flux : opérationnel, investissement et financement.

À noter que les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en euros au cours moyen de l'exercice. Les différences de change dues à la conversion au cours de fin de période des flux monétaires des actifs et passifs des bilans libellés en devises étrangères sont reprises dans la rubrique « incidence des variations des cours des devises » du tableau des flux de trésorerie. Par conséquent, les flux ne peuvent être reconstitués à partir des montants figurant au bilan.

S) Information sectorielle

Le Groupe analyse son activité selon trois axes : la géographie, le métier et le secteur d'activité de ses clients. Les entités géographiques constituent des centres de profit pour lesquels il existe une mesure complète de la performance, y compris des éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement et des flux de trésorerie. L'information de premier niveau correspond aux zones géographiques dans lesquelles le Groupe est implanté. L'information de second niveau correspond aux métiers du Groupe.

Les coûts liés aux activités opérationnelles et encourus au niveau des sociétés holdings du Groupe pour le compte des secteurs géographiques et des métiers sont affectés soit directement, soit selon une clé de répartition. Les éléments non affectés correspondent aux frais de siège.

Les transactions inter-segments s'effectuent aux prix de marché.

T) Gains et pertes de change sur transactions intra-groupe

L'incorporation des états financiers d'une entité étrangère dans les états financiers consolidés du Groupe suit les procédures de consolidation normales, telles que l'élimination des soldes et transactions intra-groupe. Toutefois, un écart de change qui apparaît sur un élément monétaire intra-groupe, à long terme ou à court terme, ne peut être éliminé avec un montant correspondant provenant d'autres soldes intra-groupe car l'élément monétaire représente un engagement de convertir une monnaie en une autre et expose l'entreprise présentant les états financiers à un profit ou une perte du fait des fluctuations monétaires. En conséquence, dans les états financiers consolidés, un tel écart de change est comptabilisé en produits ou en charges de l'exercice, ou classé en capitaux propres si le sous-jacent fait partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans les entités étrangères.

NOTE 2 – ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

A) Exercices 2006 et 2007

Les principaux mouvements de périmètre survenus en 2006 et 2007 sont les suivants :

Le 30 septembre 2006, le Groupe a acquis 100 % du groupe allemand FuE. A la date d'acquisition, ce groupe comptait environ 250 collaborateurs.

Le 11 octobre 2006, le Groupe a acquis 51 % de la société Unilever Shared Services Limited (renommée Capgemini Business Services India Ltd.), filiale d'Hindustan Lever Limited (groupe Unilever). Le contrat d'acquisition prévoit une option d'achat/vente par Capgemini/Hindustan Lever Limited des 49 % restants. La société, basée en Inde, était un centre de services administratifs, financiers et de contrôle pour Unilever. A la date d'acquisition, elle employait près de 600 professionnels. Cette société est intégrée globalement.

Le 8 février 2007, le Groupe a acquis 100 % de la société Kanbay International Inc. (« Kanbay ») conformément aux termes de l'accord du 26 octobre 2006. Fin 2006, le Groupe avait déjà procédé à l'acquisition de 14,7 % du capital de la société Kanbay pour une valeur de 170 millions de dollars américains. En conséquence, le Groupe a acquis en 2007 le solde des titres, soit 85,3 % du capital de la société Kanbay, pour un montant de 1 090 millions de dollars américains. En janvier 2007, Kanbay employait environ 6 900 collaborateurs dans le monde.

Le 1^{er} mars 2007, le Groupe a acquis 100 % de la société américaine Software Architects Inc. A la date d'acquisition cette société comptait plus de 500 collaborateurs.

B) Exercice 2008

Les principaux mouvements de périmètre survenus en 2008 sont les suivants :

- Le 2 mai 2008, le Groupe a acquis auprès du groupe Unilever 100 % des sociétés Asesorias Latin America Shared Services, Ltda. (renommée Capgemini Business Services Chile) et ARD - Prestação de Serviços Administrativos, Lda. (renommée Capgemini Business

Services Brazil). Ces deux sociétés, respectivement basées au Chili et au Brésil, étaient, avant l'acquisition, les centres de services administratifs et financiers d'Unilever en Amérique du Sud.

Le coût total d'acquisition s'élève à 22 millions d'euros.

À la date d'acquisition, ces sociétés employaient près de 400 professionnels (175 au Chili et 225 au Brésil). Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Au 31 décembre 2008, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	
Actif net acquis (1)	3
Actifs incorporels amortissables, nets des impôts différés passifs	3
Écart d'acquisition	16
PRIX D'ACQUISITION TOTAL	22

(1) Dont 2 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie.

La contribution sur l'exercice 2008 de ces sociétés au chiffre d'affaires du Groupe est de 9 millions d'euros (estimée à 14 millions d'euros si la date d'acquisition avait été le 1^{er} janvier 2008).

- Le 1^{er} décembre 2008, le Groupe a finalisé l'acquisition de la société Getronics PinkRocade Business Application Services B.V. (BAS B.V.) suite à l'accord de principe conclu le 25 juillet 2008 avec Getronics PinkRocade (GPR) concernant l'acquisition de sa filiale BAS B.V. Cette division regroupe les activités de services applicatifs (développement, maintenance et gestion des applications) de GPR aux Pays-Bas.

Le coût total d'acquisition s'élève à 249 millions d'euros dont 6 millions d'euros d'honoraires directement attribuables à l'acquisition.

À la date d'acquisition, cette société comptait 2 200 professionnels. La société est consolidée par intégration globale.

Au 31 décembre 2008, l'affectation provisoire du prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	
Actif net acquis	3
Actifs incorporels amortissables	25
Ecart d'acquisition	221
PRIX D'ACQUISITION TOTAL	249

La contribution en 2008 de cette société au chiffre d'affaires et au résultat net du Groupe est non significative du fait de son acquisition en fin d'année (estimée à 309 millions d'euros pour le chiffre d'affaires et 16 millions d'euros pour le résultat net si la date d'acquisition avait été le 1^{er} janvier 2008).

Les actifs nets acquis se décomposent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	
Immobilisations corporelles et incorporelles	5
Créances et dettes opérationnelles	11
Provisions pour retraites	(14)
Provisions pour risques	(3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4
TOTAL ACTIF NET ACQUIS, HORS ÉCARTS D'ACQUISITION EXISTANTS	3

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

- En 2008, le Groupe a également procédé à l'acquisition d'un certain nombre de sociétés aux États-Unis, en France, en Irlande, au Royaume-Uni et en République Tchèque. Le coût total de ces acquisitions s'élève à 28 millions d'euros dont 1 million d'euros d'honoraires directement attribuables à ces acquisitions.

À la date d'acquisition, ces sociétés comptaient environ 290 professionnels. Ces sociétés sont consolidées par intégration globale.

Au 31 décembre 2008, l'affectation provisoire des prix d'acquisition se résume comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	
Actif net acquis (1)	3
Actifs incorporels amortissables	1
Écart d'acquisition	24
Prix d'acquisition total	28

(1) Dont 1 million d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie.

La contribution en 2008 de ces sociétés au chiffre d'affaires du Groupe est de 10 millions d'euros (estimée à 27 millions d'euros si les dates d'acquisition avaient été le 1^{er} janvier 2008).

- Par ailleurs, aux Pays-Bas, dans le cadre de la signature d'un contrat d'infogérance, la société Capgemini Outsourcing B.V. a repris le

1^{er} février 2008 un département informatique au travers de la société Maxeda IT Services B.V. (renommée Capgemini Retail Solutions B.V.). Le coût des actifs nets a été réparti entre les actifs et les passifs individuels identifiables connus sur la base de leur juste valeur relative à la date de la reprise.

NOTE 3 – CHIFFRE D'AFFAIRES

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

<i>en millions d'euros</i>	2006		2007		2008	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Amérique du Nord	1 341	17	1 721	20	1 668	19
France et Maroc	1 816	23	1 971	23	2 077	24
Royaume-Uni et Irlande	2 126	28	2 230	26	1 922	22
Benelux	1 046	14	1 168	13	1 303	15
Pays nordiques	441	6	539	6	578	7
Allemagne et Europe Centrale	514	7	558	6	592	7
Europe du Sud et Amérique Latine	339	4	390	5	449	5
Asie Pacifique	77	1	126	1	121	1
TOTAL	7 700	100	8 703	100	8 710	100

La croissance du chiffre d'affaires de l'exercice 2008 par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 2007 est de +5,0 % à taux de change et périmètre constants et de +0,1 % à taux de change et périmètre courants.

NOTE 4 – CHARGES OPÉRATIONNELLES PAR NATURE

L'analyse des charges opérationnelles par nature est la suivante :

en millions d'euros	2006		2007		2008	
	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires	Montant	% du chiffre d'affaires
Charges de personnel	4 336	56,3	4 906	56,4	4 940	56,7
Frais de déplacements	340	4,4	393	4,5	389	4,5
	4 676	60,7	5 299	60,9	5 329	61,2
Achats et frais de sous-traitance	2 068	26,9	2 268	26,0	2 138	24,6
Loyers et taxes locales	268	3,5	285	3,3	286	3,3
Dotations aux amortissements et provisions	241	3,1	211	2,4	213	2,4
TOTAL	7 253	94,2	8 063	92,6	7 966	91,5

Les charges de personnel s'analysent de la manière suivante :

en millions d'euros	2006	2007	2008
Traitements et salaires (1)	3 410	3 914	3 958
Charges sociales (1)	837	896	931
Charges de retraites - régimes à prestations définies - et autres avantages postérieurs à l'emploi (2)	89	96	51
TOTAL	4 336	4 906	4 940

(1) Il convient de noter que ces postes ont fait l'objet de reclassements par rapport aux montants initialement publiés dans les rapports annuels précédents aux fins d'une information plus appropriée.

(2) Cf. Note 17 - Provisions pour retraites et engagements assimilés.

La diminution des charges de retraites sur l'exercice 2008 est essentiellement liée à la fermeture à l'acquisition de droits futurs de la section à prestations définies du principal régime de retraites de Capgemini UK Plc., à compter du 31 mars 2008, pour l'essentiel des bénéficiaires concernés (cf. Note 17 - Provisions pour retraites et engagements assimilés). Cette fermeture a par ailleurs donné

lieu à un coût non récurrent de 18 millions d'euros comptabilisé en « Autres produits et charges opérationnels », cf. Note 5 – Autres produits et charges opérationnels. En contrepartie, ces personnes ont eu la possibilité d'adhérer à la section à cotisations définies de ce plan.

NOTE 5 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

en millions d'euros		2006	2007	2008
Coûts de restructuration	I	(94)	(90)	(103)
Coûts d'intégration des sociétés acquises	II	-	(27)	(7)
Charges liées aux attributions d'actions et d'options de souscription d'actions (1)		(17)	(22)	(22)
Dépréciation des écarts d'acquisition	III	-	-	(18)
Autres	IV	(2)	(8)	(8)
TOTAL		(113)	(147)	(158)

(1) Ces charges sont déterminées selon les modalités décrites en Note 9.A) - Plans d'options de souscription d'actions.

I. COÛTS DE RESTRUCTURATION

En 2006, les autres produits et charges opérationnels sont constitués pour l'essentiel des coûts de restructuration encourus dans le cadre du plan « MAP » (Margin Acceleration Program) destiné à rationaliser l'organisation des activités d'infogérance du Groupe.

En 2007, les autres produits et charges opérationnels recouvrent principalement des coûts de restructuration encourus dans le cadre de la poursuite du plan « MAP » ainsi que des coûts (35 millions d'euros) liés à l'ajustement des effectifs affectés au contrat conclu avec HM Revenue & Customs au Royaume-Uni, compte tenu de la baisse prévue du volume d'activité de ce contrat.

En 2008, les coûts de restructuration sont principalement liés à la poursuite de la rationalisation de l'organisation du Groupe dans le cadre du projet I.cube. Par nature, ces coûts sont constitués :

- des coûts relatifs aux réductions d'effectifs (68 millions d'euros) principalement en France, aux Pays-Bas et en Allemagne,
- des charges liées aux mesures de rationalisation du parc immobilier (21 millions d'euros) principalement en France,
- des coûts d'industrialisation et de migration liés à la mise en œuvre de solutions de rightshoring (14 millions d'euros) principalement au Royaume-Uni et aux États-Unis.

II. COÛTS D'INTÉGRATION DES SOCIÉTÉS ACQUISES

En 2007, les coûts d'intégration des sociétés acquises s'élèvent à 27 millions d'euros et concernent principalement la société Kanbay (25 millions d'euros) acquise début 2007.

En 2008, ces coûts sont essentiellement liés à la finalisation de l'intégration de la société Kanbay dans le Groupe.

III. DÉPRÉCIATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION

En 2008, une dépréciation a été constatée sur un écart d'acquisition d'une filiale allemande du groupe Sogeti (cf. Note 10 - Écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles).

IV. AUTRES

Les autres produits et charges opérationnels sont essentiellement constitués :

- d'une charge de 18 millions d'euros générée par la fermeture à l'acquisition de droits futurs du principal plan de retraites à prestations définies de Capgemini UK Plc. avec effet au 31 mars 2008, cf. Note 17 - Provisions pour retraites et engagements assimilés,
- d'un produit de 15 millions d'euros suite au transfert de la responsabilité du plan de retraites à prestations définies des salariés canadiens qui ont rejoint le Groupe dans le cadre du contrat d'infogérance signé avec la société Hydro One en 2002, l'approbation dudit transfert par la commission des services financiers de l'Ontario (Canada) étant intervenue en mars 2008, cf. Note 17 - Provisions pour retraites et engagements assimilés,
- d'une charge nette de 5 millions d'euros, résultat de l'amortissement accéléré et de la dépréciation des actifs, de l'extinction des passifs attachés au contrat d'infogérance signé avec TXU (dorénavant EFH) en mai 2004 pour une durée de 10 ans, ainsi que de la prise en compte des obligations générées dans le cadre de sa rupture anticipée intervenue le 19 décembre 2008.

NOTE 6 – COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER (NET)

L'analyse du coût de l'endettement financier (net) est la suivante :

<i>en millions d'euros</i>		2006	2007	2008
Coût de l'endettement financier brut	I	(67)	(70)	(66)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	II	57	66	68
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER (NET)		(10)	(4)	2

I. COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

Le coût de l'endettement financier brut se ventile comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	2006	2007	2008
Charges d'intérêt des emprunts obligataires convertibles	(43)	(44)	(46)
Autres charges d'intérêt	(24)	(26)	(20)
TOTAL	(67)	(70)	(66)

Les charges d'intérêt des emprunts obligataires convertibles concernent les charges d'intérêt relatives aux Emprunts Obligataires Convertibles ou Echangeables en Actions Nouvelles ou Existantes émis les 24 juin 2003 (OCEANE 2003) et 16 juin 2005 (OCEANE 2005). Ces charges incluent 43 millions d'euros de charges d'intérêt notionnel (dont 16 millions d'euros relatifs aux coupons) et 3 millions d'euros de charges d'intérêt dues au titre du contrat d'échange de taux d'intérêt relatif à l'OCEANE 2003.

En 2008, les autres charges d'intérêt se composent principalement :

- des charges d'intérêt notionnel de 10 millions d'euros liées aux contrats de location-financement (principalement en France, au Royaume-Uni et au Canada),
- des charges d'intérêt notionnel de 5 millions d'euros liées à l'option de vente dont bénéficiait le groupe TXU (dorénavant EFH), cf. Note 16 - Trésorerie nette. Cette option de vente a été résiliée

suite à la rupture du contrat le 19 décembre 2008,

- des charges d'intérêt notionnel de 3 millions d'euros liées aux dettes financières reconnues en contrepartie de la réintégration au bilan des créances de carry-back cédées en 2003 et 2004; ces dernières ont été décomptabilisées au 30 juin 2008, ce qui explique l'essentiel de l'évolution du poste « Autres charges d'intérêt » en 2008 par rapport aux années antérieures.

II. PRODUITS DE TRÉSORERIE ET D'ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

L'augmentation des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie entre 2007 et 2008 résulte de la hausse des taux de rendement de la trésorerie placée, principalement chez Cap Gemini S.A., en dépit d'une trésorerie en décroissance (cf. Note 16 - Trésorerie nette).

NOTE 7 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

<i>en millions d'euros</i>	2006	2007	2008
Instruments de couverture de risques de taux d'intérêt à juste valeur (A)	1	2	6
Instruments de couverture de risques de change sur flux futurs de trésorerie (part inefficace)	-	5	-
Instruments de couverture de risques de change à juste valeur (B)	3	1	14
Gains de change sur opérations financières (C)	4	25	63
Autres (E)	5	2	3
TOTAL AUTRES PRODUITS FINANCIERS	13	35	86
Instruments de couverture de risques de taux d'intérêt à juste valeur (A')	(5)	-	(1)
Instruments de couverture de risques de change à juste valeur (B')	(4)	(17)	(62)
Pertes de change sur opérations financières (C')	(7)	(7)	(14)
Charges liées à la comptabilisation de passifs financiers au coût amorti	(3)	(3)	(3)
Charge d'intérêt nette sur régimes de retraites à prestations définies (D) (1)	(9)	(6)	(19)
Autres (E)	(3)	(5)	(8)
TOTAL AUTRES CHARGES FINANCIÈRES	(31)	(38)	(107)
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(18)	(3)	(21)

(1) Cf. Note 17 - Provisions pour retraites et engagements assimilés.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

Les autres produits et charges financiers s'élèvent à (21) millions d'euros en 2008 et se composent principalement :

- d'instruments de couverture de risque de taux d'intérêt à juste valeur (A/A') : ils correspondent à des instruments dérivés destinés à couvrir les risques de taux sur opérations financières et ont généré sur l'exercice un produit net de 5 millions d'euros (cf. (A)-(A')), imputable principalement à la variation de la juste valeur du swap de taux sur l'OCEANE 2003. L'évolution de la juste valeur de ce contrat de swap (produit de 6 millions d'euros en 2008 à comparer à un produit de 1 million d'euros en 2007 et une charge de 5 millions d'euros en 2006 – cf. (A')) explique l'essentiel de l'évolution d'une année sur l'autre des produits et charges financiers au titre des instruments de couverture de risques de taux d'intérêt à la juste valeur,
- d'instruments de couverture de risques de change à juste valeur (B/B') : ils correspondent aux instruments dérivés destinés à couvrir les risques de change sur opérations financières et ont généré une charge nette sur l'exercice de 48 millions d'euros (cf. (B)-(B')) imputable en quasi-totalité à la variation de la juste valeur d'un swap de change en couverture d'un prêt intra-groupe consenti par Capgemini UK Plc. à Cap Gemini S.A. À noter que cette charge, qui résulte de l'appréciation de l'euro contre la livre sterling sur l'exercice, est compensée à hauteur de 47 millions d'euros par le gain latent constaté à la clôture sur ce prêt intra-groupe et enregistré en gains de change sur opérations financières (C). Les autres gains et pertes de change sur opérations financières (2 millions d'euros de produits en net) proviennent essentiellement de l'impact des variations des taux de change en 2008 sur les éléments de trésorerie et d'équivalents de trésorerie évalués à leur juste valeur,
- d'une charge d'intérêt nette de 19 millions d'euros (6 millions d'euros en 2007) liée aux régimes de retraites à prestations définies (D) principalement au Royaume-Uni,
- d'autres éléments (E) incluant essentiellement une charge de 3 millions d'euros au titre d'une dette envers la société Hydro One suite au transfert de la responsabilité du plan de retraites à prestations définies des salariés canadiens qui ont rejoint le Groupe dans le cadre du contrat d'infogérance signé avec cette société en 2002, l'approbation dudit transfert par la commission des services financiers de l'Ontario (Canada) étant intervenue en mars 2008, cf. Note 17 - Provisions pour retraites et engagements assimilés.

La variation nette des autres produits et charges financiers par rapport à 2007 s'explique essentiellement comme suit :

- une évolution positive (5 millions d'euros) de la juste valeur du contrat d'échange de taux d'intérêt de l'OCEANE 2003,
- une diminution de 5 millions d'euros des produits liés aux instruments de couverture de risques de change sur flux de trésorerie dont le traitement comptable de l'efficacité a été modifié au cours de l'exercice. Désormais, et compte tenu des caractéristiques des opérations réalisées, l'intégralité de la variation de juste valeur de ces instruments de couverture de risques de change de flux de trésorerie opérationnels est comptabilisée en résultat opérationnel, alors qu'une partie (produit de 5 millions d'euros) était comptabilisée en résultat financier en 2007,
- une augmentation de 13 millions d'euros de la charge financière sur les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies essentiellement au Royaume-Uni, résultant de l'effet combiné de la hausse du taux d'actualisation alors que les taux de rendement attendus des actifs sont restés stable, cf. Note 17 - Provisions pour retraites et engagements assimilés.

NOTE 8 – IMPÔTS

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	2006	2007	2008
Impôts courants	(49)	(78)	(87)
Impôts différés	36	30	(29)
TOTAL	(13)	(48)	(116)

La charge d'impôts courants de l'exercice 2008 recouvre :

- des impôts sur résultats bénéficiaires pour un total de 69 millions d'euros principalement aux Pays-Bas, en Allemagne, au Canada, au Royaume-Uni et en Inde,
- des impôts forfaitaires et autres pour 18 millions d'euros supportés essentiellement en Amérique du Nord et en Italie.

La charge d'impôts différés nette de l'exercice 2008 résulte essentiellement de :

- l'utilisation, par imputation sur les bénéfices fiscaux 2008, de déficits reportables préalablement reconnus au bilan pour 69 millions d'euros, principalement en France (55 millions d'euros) et dans les pays nordiques (9 millions d'euros),

- la reprise de provision pour visibilité sur impôts différés actifs reconnus sur déficits fiscaux nés aux cours d'exercices antérieurs en France (45 millions d'euros) en application du modèle décrit en Note 12 - Impôts différés,
- la comptabilisation d'un produit d'impôts différés au Royaume-Uni pour 20 millions d'euros relatif, pour l'essentiel à une régularisation

de charges de recherche et développement déductibles pour la période 2002 à 2007,

- la comptabilisation d'une charge nette d'impôts différés pour 25 millions d'euros relative aux différences temporelles ainsi qu'à des changements de taux d'impôt, principalement au Royaume-Uni et en Allemagne.

Le rapprochement entre le taux d'imposition applicable en France et le taux effectif d'impôt est le suivant :

<i>en millions d'euros</i>	2006	2007	2008
RESULTAT AVANT IMPÔT	306	486	567
TAUX D'IMPOSITION EN FRANCE (%)	34,4	34,4	34,4
(Charge)/Produit d'impôt théorique	(105)	(168)	(195)
Eléments de rapprochement avec le taux effectif :			
Impôts différés actifs non reconnus sur différences temporelles et déficits reportables de l'exercice	(11)	5	8
Effet lié à la réévaluation de l'impôt différé actif généré en France (1)	40	81	45
Reconnaissance nette d'impôts différés actifs sur différences temporelles et déficits reportables nés au cours d'exercices antérieurs	53	19	42
Résultats imputés sur déficits reportables préalablement non reconnus	41	7	2
Différences de taux d'imposition entre pays	6	11	18
Différences permanentes et autres éléments	(37)	(3)	(36)
(Charge)/Produit d'impôt réel	(13)	(48)	(116)
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (%)	4,2	9,8	20,5

(1) Effet de la réévaluation déterminé selon les paramètres présentés en Note 12 - Impôts différés.

Au cours de l'exercice et des exercices précédents, des sociétés du Groupe ont fait l'objet de contrôles fiscaux et parfois de redressements fiscaux. Certains redressements ont été contestés et des procédures

contentieuses sont encore en cours à la clôture de l'exercice. Pour l'essentiel, ces contentieux n'ont pas fait l'objet de provisions dans les comptes consolidés.

NOTE 9 – CAPITAUX PROPRES

A) Plans d'options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale des actionnaires a autorisé le 23 mai 2000 et le 12 mai 2005 le Conseil d'Administration à consentir à un certain nombre de collaborateurs du Groupe, en une ou plusieurs fois, et ce

pendant un délai respectif de cinq ans pour le plan du 23 mai 2000 (plan 2000) et de 38 mois pour le plan du 12 mai 2005 (plan 2005), des options donnant droit à la souscription d'actions.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

Les principales caractéristiques de ces plans et les bases de calcul sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

	Plan 2000	Plan 2005	Total
Date de l'assemblée	23 mai 2000	12 mai 2005	
Nombre total d'options pouvant être consenties	12 000 000	6 000 000	
Date des premières attributions au titre de ce plan	1 ^{er} septembre 2000	1 ^{er} octobre 2005	
Délai d'exercice des options à compter de leur date d'attribution (sur la base de tranches progressives)	5 ans	5 ans	
Prix de souscription en % de la moyenne des vingt séances de bourses précédant l'octroi	100 %	100 %	
Prix de souscription (par action et en euros) des différentes attributions en vigueur :			
<i>Plus bas</i>	21,00	30,00	
<i>Plus haut</i>	31,00	55,00	
Nombre d'actions au 31 décembre 2007 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	4 518 003	5 773 170	10 291 173
Nombre de nouvelles options consenties au cours de l'exercice	Plan terminé	219 000	219 000
Nombre d'options forcloses ou annulées en 2008	910 458	483 650	1 394 108
Nombre d'options exercées en 2008	389 218 (1)	30 210 (2)	419 428
Nombre d'actions au 31 décembre 2008 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées	3 218 327 (3)	5 478 310 (4)	8 696 637
Durée de vie moyenne pondérée résiduelle (en années)	0,87	2,90	-

(1) Soit 7 200 options de souscription d'actions ont été levées au titre de l'attribution faite à 40 euros, 20 268 options au titre de l'attribution faite à 31 euros, 260 300 options au titre de l'attribution faite à 21 euros, 101 450 options au titre de l'attribution faite à 27 euros.

(2) Soit 30 210 options de souscription d'actions levées au titre de l'attribution faite à 30 euros.

(3) Soit 180 768 actions au prix de 31 euros, 2 078 359 actions au prix de 21 euros et 959 200 au prix de 27 euros.

(4) Soit 1 430 510 actions au prix de 30 euros, 1 825 300 actions au prix de 43 euros, 215 500 actions au prix de 55 euros et 1 799 000 au prix de 44 euros et 208 000 actions au prix de 40,5 euros.

Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire.

Il est rappelé que dans l'hypothèse d'une publication par Euronext d'un avis de recevabilité d'une Offre Publique visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote de la Société, les titulaires d'options de souscription pourront – s'ils le souhaitent – lever aussitôt la totalité des options qui leur ont été consenties (ou le solde en cas de levée(s) partielle(s) déjà effectuée(s)).

Juste valeur des options accordées et incidence sur les états financiers

En fonction des paramètres de calcul utilisés dans la détermination de la juste valeur selon la méthode de « Black & Scholes » (décrits dans le tableau ci-après), et sur la base d'une hypothèse actualisée du taux de rotation du personnel attributaire, la charge de l'exercice reconnue en « Autres produits et charges opérationnels » s'élève à 20 millions d'euros. Le montant global restant à amortir entre 2009 et 2012, au titre des huit attributions présentées ci-après, s'élève à 17 millions d'euros.

Synthèse	Plan 2000			Plan 2005				
	1 ^{er} avril 2004	1 ^{er} octobre 2004	1 ^{er} avril 2005	1 ^{er} octobre 2005	1 ^{er} octobre 2006	1 ^{er} avril 2007	1 ^{er} octobre 2007	1 ^{er} juin 2008
Dates des attributions :								
Nombres d'actions attribuées à l'origine :	566 000	3 634 500	1 623 000	1 915 500	2 067 000	400 000	1 932 500	219 000
Prix de souscription (par action et en euros) des différentes attributions en vigueur :	31	21	27	30	43	55	44	40,5
Prix de l'action à la date d'attribution :	31,19	19,09	27,06	32,59	41,84	57,00	42,98	43,37
Nombre d'actions souscrites au 31/12/08 :	72 944	727 839	229 799	92 590	1 100	-	-	-
Principales conditions de marché à la date d'attribution :								
<i>Volatilité</i>	38,1-38,8%	37,5-38,5%	32,4-33,8%	27,4-29,4%	32,4-35,9%	31,7-32,7%	34,8-35,7%	41,2-42,3%
<i>Durée de vie moyenne d'exercice de l'option (années)</i>	3,5-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25	3-4,25
<i>Taux d'intérêt sans risque</i>	2,8-3 %	3-3,3 %	2,2-2,9 %	2,3-2,7 %	3,5-3,6 %	4,1-4,2 %	4,1 %	4,3-4,4 %
<i>Taux de dividendes attendu</i>	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1,5 %	1,5 %	2,3 %
Conditions hors marché :								
<i>Présence effective à la date d'exercice</i>	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
<i>Autres</i>	oui (1)	non	non	non	non	non	non	non
Modèle de valorisation utilisé pour déterminer la juste valeur des options	Modèle Black & Scholes							
Fourchette des justes valeurs en euros :	9,2-10,3	4,5-5,7	6,2-7,8	7,6-9,4	10,7-11,7	14,5-17,1	10,6-12,6	13,5-15,3
Nombre d'actions au 31/12/08 pouvant être souscrites sur des options précédemment consenties et non encore exercées :	180 768	2 078 359	959 200	1 430 510	1 825 300	215 500	1 799 000	208 000

(1) Le nombre définitif des options de souscription d'actions était fonction du pourcentage de réalisation par l'ensemble Sogeti d'un objectif de « résultat opérationnel brut ajusté ».

Actions relatives aux accords signés lors de l'acquisition de l'activité conseil d'Ernst & Young (mai 2000)

Ces accords prévoyaient un dispositif de rétention sur une période maximum de cinq ans du personnel clé de l'activité conseil d'Ernst & Young ayant rejoint le Groupe. Ce dispositif était fondé sur l'acquisition progressive de la propriété des actions attribuées aux apporteurs des activités conseil d'Ernst & Young et pouvait conduire, en cas de départ du Groupe, à la restitution par la personne concernée d'une partie des actions lui ayant été attribuées en mai 2000. Les accords prévoyaient par ailleurs qu'une partie des actions ainsi restituées revenait de droit à Cap Gemini S.A. (ces actions faisant alors l'objet soit d'une annulation soit d'une vente), le solde des actions ainsi restituées étant retenu dans les entités locales auxquelles les salariés ayant quitté le Groupe étaient rattachés dans le cadre du dispositif de rétention (trusts et comptes bancaires) en vue de leur réattribution ultérieure à d'autres salariés du pays concerné. A noter que certaines actions ayant été cédées, conformément aux dispositions des accords, préalablement à l'acquisition définitive de leur propriété par les bénéficiaires concernés ayant ultérieurement quitté le Groupe, ces entités se sont également vu restituer des liquidités (correspondant donc au produit de cession d'actions restituées) qui pouvaient, le cas échéant, être attribuées aux salariés du pays concerné sous forme de rémunération exceptionnelle.

Les réattributions d'actions de Cap Gemini S.A. dans le cadre de ce dispositif font l'objet de règles d'acquisition progressive de la propriété desdites actions selon un calendrier similaire à celui applicable aux options de souscription d'actions accordées par Cap Gemini S.A.

En 2008, ces entités ont attribué 7 500 actions de Cap Gemini S.A. à leurs salariés respectifs (principalement nord-américains). La charge 2008 comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels » s'élève à 2,2 millions d'euros. Le montant global restant à amortir entre 2009 et 2012 s'élève à 2,9 millions d'euros.

B) Programme de rachat d'actions

Le contrat de liquidité a fait l'objet d'un descriptif publié le 22 mars 2007. Au 31 décembre 2008, 377 000 actions sont détenues au titre de ce programme.

Par ailleurs, Cap Gemini S.A. détient 2 000 000 d'actions propres (représentant 1,4 % du capital au 31 décembre 2008) acquises par l'intermédiaire du CA Cheuvreux, entre le 17 et le 25 janvier 2008, à un cours moyen de 34,48 euros. Ces rachats s'inscrivent dans le cadre de la couverture des instruments donnant accès au capital émis par la Société, et en particulier en vue de la neutralisation partielle de la dilution liée aux outils de motivation des salariés du Groupe.

Au 31 décembre 2008, la valeur de ces actions propres est portée en déduction des capitaux propres consolidés de l'exercice pour un montant total de 84 millions d'euros, soit une variation de la période de 74 millions d'euros.

C) Résultat par action

Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat part du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au

cours de l'exercice, diminué des actions propres. Le nombre moyen d'actions ordinaires est une moyenne annuelle pondérée ajustée du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de l'exercice.

	2006	2007	2008
Résultat part du Groupe (<i>en millions d'euros</i>)	293	440	451
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	132 782 723	144 744 128	143 424 188
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (<i>en euros</i>)	2,21	3,04	3,14

La diminution du nombre moyen d'actions entre 2007 et 2008 résulte principalement du rachat par le Groupe en début d'année de 2 000 000 de ses propres actions dans le cadre de la couverture des instruments donnant accès au capital émis par la Société, et compensée seulement partiellement par les émissions d'actions liées à l'exercice des options de souscription d'actions détenues par les membres du personnel.

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action tient compte des instruments dilutifs en circulation à la clôture de l'exercice.

Le cours moyen de l'action pour l'exercice 2008 a été de 34,86 euros.

Au 31 décembre 2008, les instruments dilutifs inclus dans le calcul ci-dessous comprennent :

- les options de souscription d'actions détenues par les membres du personnel, considérées comme potentiellement dilutives lorsque le cours moyen des actions ordinaires pendant la période excède le prix d'exercice des options de souscription d'actions augmenté de leur juste valeur,
- les obligations convertibles émises le 16 juin 2005 (OCEANE 2005) qui sont dilutives car la charge d'intérêt comptabilisée, nette d'impôts, soit 13 millions d'euros, est inférieure pour chaque obligation au résultat de base par action (cf. Note 16 - Trésorerie nette).

	2006	2007	2008
Résultat part du Groupe (<i>en millions d'euros</i>)	293	440	451
Charge d'intérêt sur l'emprunt obligataire convertible OCEANE 2005 (nette d'impôts)	12	13	13
Résultat part du Groupe dilué (<i>en millions d'euros</i>)	305	453	464
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	132 782 723	144 744 128	143 424 188
Prise en compte des :			
– obligations convertibles OCEANE 2003 (1)	-	-	-
– obligations convertibles OCEANE 2005 (nombre moyen pondéré)	11 810 810	11 810 809	11 810 809
– options de souscription d'actions détenues par le personnel	2 647 793	2 737 133	1 231 782
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	147 241 326	159 292 070	156 466 779
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (<i>en euros</i>)	2,07	2,84	2,97

(1) Les Obligations Convertibles émises le 24 juin 2003 (OCEANE 2003) sont considérées non dilutives au 31 décembre 2006, 2007 et 2008, bien que la charge d'intérêt comptabilisée, nette d'impôts (14 millions d'euros en 2006 et 2007 et 15 millions d'euros en 2008), soit inférieure pour chaque obligation au résultat de base par action (cf. Note 16 - Trésorerie nette), dans la mesure où le Groupe dispose d'une option d'achat d'actions, acquise en juin 2005, portant sur un nombre d'actions égal à la totalité des actions sous-jacentes de l'OCEANE 2003 (soit environ 9 millions d'actions) et visant à en neutraliser intégralement l'effet dilutif potentiel. Dès lors, ni les résultats des exercices, ni les nombres moyens pondérés d'actions n'ont été retraités respectivement de la charge d'intérêt nette d'impôts et du nombre d'obligations convertibles correspondant à l'OCEANE 2003. A titre d'information il est précisé que dans l'hypothèse où les obligations convertibles émises le 24 juin 2003 seraient prises en compte, en tant qu'instrument dilutif, pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué serait de 165 486 386 au 31 décembre 2008 (156 260 933 au 31 décembre 2006 et de 168 311 677 au 31 décembre 2007). Le résultat dilué par action s'élèverait alors à 2,89 euros par action en 2008 (2,04 euros par action en 2006 et à 2,78 euros par action en 2007).

NOTE 10 – ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'analyse par nature et les variations des écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles s'analysent comme suit :

en millions d'euros	Écarts d'acquisition	Logiciels	Actifs incorporels générés en interne	Autres actifs incorporels	Total
VALEUR BRUTE					
AU 1^{er} JANVIER 2006	1 827	185	41	141	2 194
Écarts de conversion	(13)	(3)	-	(9)	(25)
Acquisitions/Augmentations	-	13	9	8	30
Cessions/Diminutions	-	(59)	(1)	(15)	(75)
Variations de périmètre	56	-	-	6	62
Autres mouvements	-	(16)	12	1	(3)
AU 31 DÉCEMBRE 2006	1 870	120	61	132	2 183
Écarts de conversion	(149)	(7)	-	(16)	(172)
Acquisitions/Augmentations	-	24	2	13	39
Cessions/Diminutions	-	(19)	-	-	(19)
Variations de périmètre	878	8	-	74	960
Autres mouvements	-	4	1	(2)	3
AU 31 DÉCEMBRE 2007	2 599	130	64	201	2 994
Écarts de conversion	(89)	(15)	-	(2)	(106)
Acquisitions/Augmentations	-	19	-	13	32
Cessions/Diminutions	-	(5)	(1)	(4)	(10)
Variations de périmètre	261	1	-	32	294
Autres mouvements	-	(1)	10	(15)	(6)
AU 31 DÉCEMBRE 2008	2 771	129	73	225	3 198
<i>Dont location-financement</i>				8	8
AMORTISSEMENTS					
AU 1^{er} JANVIER 2006		141	35	38	214
Écarts de conversion		(3)	-	(2)	(5)
Dotations		13	6	18	37
Sorties		(56)	(1)	(8)	(65)
Variations de périmètre		-	-	-	-
Autres mouvements		-	-	-	-
AU 31 DÉCEMBRE 2006		95	40	46	181
Écarts de conversion		(5)	-	(4)	(9)
Dotations		18	5	31	54
Sorties		(17)	-	-	(17)
Variations de périmètre		4	-	-	4
Autres mouvements		2	-	(1)	1
AU 31 DÉCEMBRE 2007		97	45	72	214
Écarts de conversion		(12)	-	(2)	(14)
Dotations		19	5	62	86
Sorties		(4)	-	(3)	(7)
Variations de périmètre		-	-	-	-
Autres mouvements		1	-	(2)	(1)
AU 31 DÉCEMBRE 2008		101	50	127	278
<i>Dont location-financement</i>				6	6
DÉPRÉCIATION					
AU 1^{er} JANVIER 2006	18	11	-	-	29
Écarts de conversion	-	-	-	-	-
Dotations	3	-	(2)	1	2
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	(7)	7	-	-
AU 31 DÉCEMBRE 2006	21	4	5	1	31
Écarts de conversion	(1)	-	-	-	(1)
Dotations	2	-	-	-	2
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-
AU 31 DÉCEMBRE 2007	22	4	5	1	32
Écarts de conversion	(2)	-	-	-	(2)
Dotations	24	-	2	-	26
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Autres mouvements	1	(3)	-	-	(2)
AU 31 DÉCEMBRE 2008	45	1	7	1	54
VALEUR NETTE					
AU 31 DÉCEMBRE 2006	1 849	21	16	85	1 971
AU 31 DÉCEMBRE 2007	2 577	29	14	128	2 748
AU 31 DÉCEMBRE 2008	2 726	27	16	97	2 866
<i>Dont location-financement</i>				2	2

Écarts d'acquisition

- La valeur comptable des écarts d'acquisition par unité génératrice de trésorerie (zones géographiques et métier « Services informatiques de proximité » pour Sogeti) se détaille comme suit :

en millions d'euros	31 décembre 2006			31 décembre 2007			31 décembre 2008		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable
Amérique du Nord	199	-	199	454	-	454	466	(6)	460
Royaume-Uni	483	(6)	477	525	(7)	518	424	(7)	417
Benelux	319	(12)	307	394	(12)	382	617	(12)	605
France	136	(1)	135	291	(1)	290	296	(1)	295
Autres zones géographiques (1)	228	(2)	226	339	(2)	337	357	(1)	356
Sogeti	505	-	505	596	-	596	611	(18)	593
TOTAL	1 870	(21)	1 849	2 599	(22)	2 577	2 771	(45)	2 726

(1) Les autres zones géographiques comprennent l'Allemagne et l'Europe centrale (178 millions d'euros), les pays nordiques (126 millions d'euros), l'Europe du sud et Amérique latine et l'Asie-Pacifique.

Analyse de la variation des écarts d'acquisition sur la période

L'augmentation nette des écarts d'acquisition en 2008 résulte principalement :

- des acquisitions de l'exercice décrites en Note 2 - Évolution du périmètre :
 - BAS B.V. (221 millions d'euros) aux Pays-Bas,
 - diverses acquisitions dans les autres régions (40 millions d'euros essentiellement relatifs aux acquisitions de Capgemini Business Services Chile et de Capgemini Business Services Brazil),
- d'un effet négatif de conversion (87 millions d'euros) provenant d'une forte appréciation de l'euro contre la livre sterling en 2008,
- de la dépréciation d'écarts d'acquisition pour 18 millions d'euros en Allemagne (filiale du groupe Sogeti) et pour 6 millions d'euros aux États-Unis (résiliation anticipée du contrat TXU, dorénavant EFH), cf. Note 5 - Autres produits et charges opérationnels.

Évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition au 31 décembre 2008

Dans le cadre du contrôle de la valeur des écarts d'acquisition, un test de dépréciation a été mené au 31 décembre 2008 en application de la procédure mise en place par le Groupe. Cette procédure, s'appuyant principalement sur la méthode des flux nets futurs de trésorerie actualisés, consiste en l'évaluation de la valeur recouvrable de chaque entité générant ses flux propres de trésorerie.

Les principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des unités génératrices de trésorerie sont les suivantes :

- méthode de valorisation de l'unité génératrice de trésorerie : valeur d'utilité,
- nombre d'années sur lequel les flux de trésorerie sont estimés et projetés à l'infini : principalement 5 ans,
- taux de croissance à long terme : 2,5 % (3 % en 2007),

- taux d'actualisation : 10,0 % pour l'Amérique du Nord et 10,6 % pour les autres unités génératrices de trésorerie (respectivement 10,2 % et 10,1 % en 2007).

Le taux de croissance à long terme et les taux d'actualisation résultent d'une moyenne des estimations d'un échantillon représentatif des bureaux d'analyse financière qui utilisent ces indicateurs pour valoriser le Groupe. L'échantillon composé d'une dizaine de bureaux d'analyse a évolué entre 2007 et 2008, évolution n'ayant pas d'impact significatif sur le calcul de ces taux.

À l'exception des dépréciations décrites ci-dessus, le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit au 31 décembre 2008 à la reconnaissance de pertes de valeur.

Par ailleurs, une analyse de sensibilité du calcul à la variation des paramètres clés (taux de marge opérationnelle, taux d'actualisation et taux de croissance à long terme) n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie deviendrait inférieure à sa valeur comptable.

Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de la période pour 32 millions d'euros concernent essentiellement des logiciels acquis (19 millions d'euros) dans le cadre de projets clients ou à usage interne, principalement au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en France et en Inde.

L'augmentation des dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles est principalement due à un amortissement accéléré (36 millions d'euros) des actifs attachés au contrat TXU (dorénavant EFH) dans le cadre de sa rupture anticipée.

Le montant de ces acquisitions d'immobilisations incorporelles diffère de celui utilisé dans le tableau des flux de trésorerie (30 millions d'euros en 2008) du fait de l'exclusion dans ce dernier des acquisitions d'actifs détenus en location-financement (2 millions d'euros en 2008).

NOTE 11 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'analyse par nature et les variations d'immobilisations corporelles s'analysent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Terrains, constructions et agencements	Matériels Informatiques	Autres actifs corporels	Total
VALEUR BRUTE				
AU 1^{er} JANVIER 2006	428	439	116	983
Écarts de conversion	(2)	(5)	(1)	(8)
Acquisitions /Augmentations	18	100	13	131
Cessions/Diminutions	(41)	(145)	(5)	(191)
Variations de périmètre	1	-	-	1
Autres mouvements	3	(9)	(4)	(10)
AU 31 DÉCEMBRE 2006	407	380	119	906
Écarts de conversion	(16)	(15)	(2)	(33)
Acquisitions /Augmentations	35	111	23	169
Cessions/Diminutions	(35)	(63)	(9)	(107)
Variations de périmètre	49	24	4	77
Autres mouvements	7	(4)	(3)	-
AU 31 DÉCEMBRE 2007	447	433	132	1 012
Écarts de conversion	(27)	(34)	(9)	(70)
Acquisitions /Augmentations	42	87	16	145
Cessions/Diminutions	(27)	(84)	(7)	(118)
Variations de périmètre	5	1	-	6
Autres mouvements	(10)	(10)	(3)	(23)
AU 31 DÉCEMBRE 2008	430	393	129	952
<i>Dont location-financement</i>	108	132	5	245
AMORTISSEMENTS				
AU 1^{er} JANVIER 2006	195	297	89	581
Écarts de conversion	(1)	(2)	(1)	(4)
Dotations	36	86	9	131
Sorties	(28)	(136)	(5)	(169)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Autres mouvements	(10)	-	(1)	(11)
AU 31 DÉCEMBRE 2006	192	245	91	528
Écarts de conversion	(9)	(10)	-	(19)
Dotations	37	91	10	138
Sorties	(31)	(59)	(8)	(98)
Variations de périmètre	6	11	1	18
Autres mouvements	3	(2)	(1)	-
AU 31 DÉCEMBRE 2007	198	276	93	567
Écarts de conversion	(17)	(21)	(6)	(44)
Dotations	34	82	9	125
Sorties	(25)	(68)	(5)	(98)
Variations de périmètre	1	-	-	1
Autres mouvements	(16)	(8)	-	(24)
AU 31 DÉCEMBRE 2008	175	261	91	527
<i>Dont location-financement</i>	24	76	5	105
DÉPRÉCIATION				
AU 31 DÉCEMBRE 2006	3	-	-	3
AU 31 DÉCEMBRE 2007	3	-	-	3
AU 31 DÉCEMBRE 2008	3	-	-	3
VALEUR NETTE				
AU 31 DÉCEMBRE 2006	212	135	28	375
AU 31 DÉCEMBRE 2007	246	157	39	442
AU 31 DÉCEMBRE 2008	252	132	38	422
<i>Dont location-financement</i>	84	56	-	140

Les acquisitions de la période pour 145 millions d'euros concernent principalement le renouvellement du matériel informatique pour l'Amérique du Nord, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, le développement des activités d'infogérance aux Pays-Bas, la rénovation de locaux existants au Royaume-Uni et l'accroissement des surfaces de bureaux en Inde.

Le montant de ces acquisitions d'immobilisations corporelles diffère de celui utilisé dans le tableau des flux de trésorerie (104 millions d'euros en 2008) du fait de l'exclusion dans ce dernier des acquisitions d'actifs détenus en location-financement (41 millions d'euros en 2008).

NOTE 12 – IMPÔTS DIFFÉRÉS

I. IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS ET PASSIFS RECONNUS

A) Analyse par échéance

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
<i>Impôts différés actifs :</i>			
-Impôts différés actifs recouvrables à plus d'un an	761	791	739
-Impôts différés actifs recouvrables à moins d'un an	127	116	124
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS	888	907	863
<i>Impôts différés passifs :</i>			
-Impôts différés passifs à plus d'un an	108	128	123
-Impôts différés passifs à moins d'un an	10	10	15
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS	118	138	138

B) Variation des impôts différés actifs et passifs

en millions d'euros	Impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables	Impôts différés actifs sur l'apport des activités conseil d'Ernst & Young	Impôts différés actifs sur différences temporelles	Total impôts différés actifs	Total impôts différés passifs
AU 1^{er} JANVIER 2006	583	140	105	828	(121)
Écarts de conversion	-	(15)	(3)	(18)	5
Impôts différés constatés en résultat	5	-	31	36	-
Impôts différés constatés en capitaux propres	-	-	45	45	(2)
Autres mouvements	(5)	-	2	(3)	-
AU 31 DÉCEMBRE 2006	583	125	180	888	(118)
Variations de périmètre	-	-	1	1	(33)
Écarts de conversion	-	(13)	(7)	(20)	6
Impôts différés constatés en résultat	18	-	7	25	5
Impôts différés constatés en capitaux propres	-	-	13	13	2
AU 31 DÉCEMBRE 2007	601	112	194	907	(138)
Variations de périmètre	-	-	-	-	(1)
Écarts de conversion	(6)	3	(28)	(31)	-
Impôts différés constatés en résultat	(4)	-	(27)	(31)	2
Impôts différés constatés en capitaux propres	-	-	18	18	(1)
AU 31 DÉCEMBRE 2008	591	115	157	863	(138)

Les impôts différés constatés en résultat représentent une charge de 29 millions d'euros (cf. Note 8 - Impôts).

Le produit d'impôts différés constaté en capitaux propres (17 millions d'euros) porte essentiellement sur les écarts actuariels liés aux provisions pour retraites et les instruments de couverture de flux futurs de trésorerie, eux-mêmes constatés en capitaux propres (cf. « États consolidés des produits et des charges comptabilisés »).

Impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables en France

La réorganisation des activités nord-américaines a conduit la société Cap Gemini S.A. à reconnaître en 2002 une moins-value fiscale nette à court terme dont le montant s'élevait à 2,8 milliards d'euros. Depuis le 31 décembre 2003, le déficit fiscal correspondant est reportable indéfiniment sur les résultats fiscaux futurs générés en France.

A chaque clôture, cet actif d'impôt différé est réévalué en tenant compte d'une estimation du résultat fiscal au titre des 15 prochaines

années. Cette réévaluation a été réalisée en retenant des taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables et en utilisant les paramètres de visibilité suivants :

- reconnaissance de 100 % de l'utilisation sur les 5 premières années,
- la sixième année, les utilisations probables font l'objet d'une provision au taux forfaitaire de 35 %, taux en augmentation de 5 points sur les années suivantes et ceci jusqu'à 70 %. Ce taux est porté à 100 % au-delà de la quinzième année.

Ce modèle de réévaluation repose sur une diminution progressive de la visibilité sur la réalisation des estimations avec le temps.

Au 31 décembre 2008, l'actif d'impôt différé sur déficits reportables en France a été entièrement reconnu. Il s'élève à 535 millions d'euros (à comparer à 545 millions d'euros au 31 décembre 2007), soit une réévaluation de 45 millions d'euros et une utilisation de la période de 55 millions d'euros.

Autres impôts différés actifs reconnus sur déficits fiscaux reportables

Le montant total des actifs d'impôts différés reconnus sur déficits fiscaux reportables au niveau du Groupe, en dehors de l'impôt différé actif reconnu en France, s'élève à 56 millions d'euros et concerne l'Allemagne et autres pays d'Europe de l'Est pour 19 millions d'euros, la Suède, le Danemark et la Norvège pour 17 millions d'euros, le Royaume-Uni pour 15 millions d'euros et d'autres pays pour 5 millions d'euros.

C) Analyse par nature

Les impôts différés actifs reconnus au 31 décembre 2008 peuvent être détaillés comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Déficits fiscaux reportables	583	601	591
Apport des activités conseil d'Ernst & Young	125	112	115
Différences temporelles	180	194	157
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS RECONNUS	888	907	863

L'analyse par nature et par échéance des impôts différés actifs reconnus au 31 décembre 2008 se présente de la manière suivante :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Déficits fiscaux reportables	513	539	505
Apport des activités conseil d'Ernst & Young	125	112	115
Provisions pour retraites et engagements assimilés	92	100	87
Autres	31	40	32
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS RECOUVRABLES À PLUS D'UN AN	761	791	739
Déficits fiscaux reportables	70	62	86
Provisions pour retraites et engagements assimilés	10	16	11
Différentiels d'amortissement	20	9	8
Autres	27	29	19
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS RECOUVRABLES À MOINS D'UN AN	127	116	124
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS RECONNUS	888	907	863

Impôts différés actifs sur l'apport des activités conseil d'Ernst & Young en Amérique du Nord

L'apport en 2000 des activités conseil nord-américaines d'Ernst & Young permet au Groupe d'amortir fiscalement sur 15 ans la différence entre le prix d'acquisition de ces activités et la valeur fiscale des actifs et passifs acquis (soit 2 793 millions d'euros au 31 décembre 2008), ce qui représente une économie d'impôt sur les sociétés aux taux actuels d'impôt d'environ 1 090 millions d'euros. Au cours des derniers exercices, cet amortissement est venu augmenter totalement ou partiellement les déficits fiscaux, lesquels sont reportables sur une durée de 20 ans.

La valeur de l'actif d'impôts différés est évaluée en tenant compte d'une estimation des résultats taxables des activités nord-américaines du Groupe sur les 5 prochaines années, sur la base de taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables. Au 31 décembre 2007, l'actif d'impôts différés s'élevait à 164 millions de dollars américains. Au 31 décembre 2008, après prise en compte du profit taxable (avant amortissement fiscal de l'écart d'acquisition), et compte tenu du contexte économique actuel, il a été jugé préférable de maintenir le montant de l'actif d'impôt reconnu à 164 millions de dollars américains (115 millions d'euros).

En conséquence, le solde des impôts différés actifs non reconnus sur l'apport des activités conseil d'Ernst & Young s'élève à 975 millions d'euros au 31 décembre 2008.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

L'analyse par nature et par échéance des impôts différés passifs au 31 décembre 2008 se présente de la manière suivante :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Retraitement de l'amortissement des écarts d'acquisition fiscalement déductibles	51	50	45
Retraitement de l'amortissement des relations clients	-	23	25
Composantes capitaux propres des emprunts obligataires convertibles (OCEANes 2003 et 2005)	21	16	11
Retraitements des contrats de location-financement	10	13	9
Provisions	10	13	26
Autres	16	13	7
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS À PLUS D'UN AN	108	128	123
Réévaluation des encours de production	9	9	11
Autres	1	1	4
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS À MOINS D'UN AN	10	10	15
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS	118	138	138

II. IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS NON RECONNUS

Les impôts différés actifs non reconnus s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Impôts différés sur déficits fiscaux reportables	437	369	267
Impôts différés sur l'apport des activités conseil d'Ernst & Young	1 058	948	975
Impôts différés sur différences temporelles	188	183	138
TOTAL	1 683	1 500	1 380

Au 31 décembre 2008, les impôts différés actifs non reconnus (1 380 millions d'euros) proviennent essentiellement de l'Amérique du Nord pour 1 210 millions d'euros (dont 148 millions d'euros d'impôts différés sur déficits reportables, 975 millions d'euros relatifs à l'apport des activités conseil Ernst & Young et 87 millions d'euros d'impôts différés sur différences temporelles).

Les impôts différés actifs non reconnus sur déficits fiscaux reportables (267 millions d'euros) en dehors de ceux relatifs à l'Amérique du Nord pour 148 millions d'euros concernent essentiellement l'Espagne pour 39 millions d'euros et l'Italie pour 12 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Les impôts différés actifs non reconnus sur différences temporelles (138 millions d'euros) au 31 décembre 2008 sont relatifs à :

- des provisions pour retraites et engagements assimilés (45 millions d'euros), essentiellement au Royaume-Uni,
- des différences de méthodes de capitalisation et d'amortissement d'immobilisations entre les comptes statutaires et les comptes consolidés (9 millions d'euros),
- des provisions (10 millions d'euros), des restructurations (9 millions d'euros), et d'autres éléments divers (65 millions d'euros).

III. ÉCHÉANCIER DES DÉFICITS FISCAUX REPORTABLES

L'assiette des déficits fiscaux reportables, reconnus et non reconnus en impôts différés actifs, s'analyse comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006		2007		2008	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
n+1	62	2	82	2	79	2
n+2	57	1	69	2	31	1
n+3	64	2	9	-	16	-
n+4	8	-	14	-	7	-
n+5	16	-	5	-	11	-
Plus de 5 ans	4 202	95	4 033	96	3 964	97
TOTAL	4 409	100	4 212	100	4 108	100

Il convient de noter que les déficits fiscaux reportables ne comprennent pas les amortissements futurs fiscalement déductibles relatifs à l'écart d'acquisition des activités conseil d'Ernst & Young s'élevant à 1 133 millions d'euros au 31 décembre 2008.

NOTE 13 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Titres de sociétés mises en équivalence	-	23	21
Titres de sociétés non consolidées	140	3	2
Créances de carry-back	121	-	-
Dépôts et autres créances à long terme	23	35	48
Instruments dérivés (1)	3	3	1
Divers	8	32	19
TOTAL	295	96	91

(1) Cf. Note 22 – Gestion des risques financiers, partie I. – Risques de marché.

Titres de sociétés mises en équivalence

Les titres de sociétés mises en équivalence correspondent essentiellement à 48,6 % de SSS Holding Corporation Ltd., acquis au travers de l'acquisition de Kanbay International Inc.

Titres de sociétés non consolidées

L'évolution du poste entre 2006 et 2007 résulte de la finalisation de l'acquisition et donc de la première consolidation de la société Kanbay en 2007. En effet, le Groupe avait déjà fait l'acquisition de 14,7 % du capital en octobre 2006 et classé alors cet investissement en « Autres actifs non courants - Titres de sociétés non consolidées » pour 132 millions d'euros (cf. Note 2 - Évolution du périmètre).

Créances de carry-back

L'évolution du poste entre 2006 et 2007 provient de la reclassification en 2007 en « Autres créances courantes et d'impôts » des créances de carry-back détenues sur le Trésor Public, en raison de leur maturité en juin 2008. Ces créances ont été cédées par Cap Gemini S.A. en 2003 et 2004 à un établissement de crédit (cf. Note 15 - Autres créances courantes et d'impôts).

Dépôts et autres créances à long terme

Les dépôts et autres créances à long terme comprennent essentiellement des prêts "aides à la construction" en France, des excédents de couverture provenant des régimes de retraites à prestations définies (cf. Note 17 - Provisions pour retraites et engagements assimilés), et des dépôts et cautionnements relatifs aux locations.

NOTE 14 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Les clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Clients	1 459	1 542	1 590
Provisions pour créances douteuses	(25)	(14)	(14)
Factures à émettre	530	694	745
Travaux en cours	99	96	75
TOTAL	2 063	2 318	2 396

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

Le total des créances clients et factures à émettre, nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance, en nombre de jours de chiffre d'affaires annuel, s'analyse comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Clients et comptes rattachés hors travaux en cours	1 964	2 222	2 321
Acomptes clients et produits constatés d'avance	(683)	(743)	(639)
Total des créances clients nettes des acomptes clients et produits constatés d'avance	1 281	1 479	1 682
En nombre de jours de chiffre d'affaires annuel (1)	60	61	67

(1) En 2008, ce ratio est ajusté afin de neutraliser les créances des sociétés acquises au cours du mois de décembre.

L'analyse de l'antériorité des créances clients est présentée en Note 22 - Gestion des risques financiers, partie III. - Risque de crédit.

NOTE 15 – AUTRES CRÉANCES COURANTES ET D'IMPÔTS

Les autres créances courantes et d'impôts s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
État - impôts sur les sociétés	20	31	39
Organismes sociaux et autres impôts	55	56	62
Charges constatées d'avance	118	134	108
Créances de carry-back	-	127	-
Instruments dérivés (1)	5	10	2
Divers	16	16	12
TOTAL	214	374	223

(1) Cf. Note 22 – Gestion des risques financiers, partie I. – Risques de marché.

Créances de carry-back

L'augmentation entre 2006 et 2007 est liée au reclassement en 2007 de ces créances en éléments courants du fait de la maturité au 30 juin 2008, cf. Note 13 - Autres actifs non courants.

Par ailleurs, la diminution entre 2007 et 2008 s'explique par la

décomptabilisation au 30 juin 2008 de ces mêmes créances (contre-valeur 129 millions d'euros au 30 juin 2008) suite à leur remboursement par le Trésor Public à l'établissement cessionnaire. Ces créances de carry-back cédées avaient pour contrepartie des dettes financières de montant équivalent (cf. Note 16 - Trésorerie nette).

NOTE 16 – TRÉSorerIE NETTE

La trésorerie nette est constituée de la trésorerie disponible (I), diminuée des dettes financières à court terme et long terme (II). Elle tient compte également de l'impact des instruments dérivés lorsqu'ils se rapportent à des dettes financières (III).

Au 31 décembre (en millions d'euros)		2006	2007	2008
Trésorerie (1)	I	2 861	2 137	1 805
Dettes financières	II	(1 224)	(1 245)	(1 032)
Instruments dérivés (1)	III	(5)	(3)	(1)
TRÉSorerIE NETTE		1 632	889	774

(1) Il convient de noter que les instruments dérivés attachés à des éléments de trésorerie ont été reclassés avec leurs sous-jacents aux fins d'une information plus appropriée.

I. TRÉSORERIE

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Placements à court terme	2 460	1 594	1 290
Banques	442	648	578
Instruments dérivés (1)	2	(14)	(61)
Découverts bancaires	(43)	(91)	(2)
TRÉSORERIE (1)	2 861	2 137	1 805

(1) Il convient de noter que les instruments dérivés attachés à des éléments de trésorerie ont été reclassés avec leurs sous-jacents aux fins d'une information plus appropriée.

Au 31 décembre 2008, les placements à court terme sont principalement composés de fonds communs de placement, de SICAV, de certificats de dépôts, de billets de trésorerie et de dépôts à terme bancaires.

Les instruments dérivés attachés aux éléments de trésorerie représentent une dette de 61 millions d'euros au 31 décembre 2008 correspondant à la juste valeur des instruments de couverture dans le cadre de l'activité de financement intra-groupe chez Cap Gemini S.A. Cette dette est incluse au bilan en « Autres dettes courantes et d'impôts » (14 millions d'euros au 31 décembre 2007 en « Autres dettes non courantes »). Cette évolution de l'instrument dérivé génère une charge financière de 47 millions d'euros compensée par un gain de change latent équivalent sur l'élément couvert, cf. Note 7 - Autre produits et charges financiers.

Sur l'exercice 2008, la variation de la trésorerie pour -332 millions d'euros s'explique principalement par :

- le flux de trésorerie positif généré par l'activité sur 2008 pour 548 millions d'euros,

- les décaissements relatifs aux acquisitions de sociétés (nets de leur trésorerie) pour 267 millions d'euros. Ceux-ci concernent principalement les sociétés BAS B.V., Capgemini Business Services Chile et Capgemini Business Services Brazil,
- le versement de 143 millions d'euros de dividendes,
- le décaissement net de 75 millions d'euros lié aux opérations sur actions propres,
- les décaissements relatifs aux acquisitions d'immobilisations nettes de cessions pour 114 millions d'euros,
- le décaissement de 65 millions d'euros lié à la rupture anticipée du contrat TXU (dorénavant EFH) ayant entraîné un paiement pour l'option de vente dont bénéficiait le groupe TXU et le remboursement d'une dette financière attachée au contrat d'infogérance (cf. ci-après en partie II. Dettes financières, c) Autres dettes financières long terme et court terme),
- l'impact négatif (185 millions d'euros) des variations de taux de change provenant de la conversion des actifs et des passifs en devises étrangères constitutifs de la trésorerie.

II. DETTES FINANCIÈRES

A. Analyse des dettes financières

Les dettes financières s'analysent entre long terme et court terme comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)		2006	2007	2008
Emprunts Obligataires Convertibles ou Échangeables en Actions Nouvelles ou Existantes (OCEANES 2003 et 2005)	(a)	838	864	891
Dettes liées aux contrats de location-financement	(b)	107	105	85
Autres dettes financières à long terme	(c)	215	90	11
Dettes financières à long terme		1 160	1 059	987
Dettes liées aux contrats de location-financement	(b)	49	45	34
Dettes bancaires ou assimilées	(d)	6	6	3
Autres dettes financières à court terme	(c)	9	135	8
Dettes financières à court terme (1)		64	186	45
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES		1 224	1 245	1 032

(1) Les dettes financières à court terme comprennent à la fois la part à moins d'un an des endettements à long terme ainsi que des dettes financières dont la durée est inférieure à un an.

a) Emprunts Obligataires Convertibles ou Échangeables en Actions Nouvelles ou Existantes de Cap Gemini S.A. (OCEANE)

OCEANE 2005 émise le 16 juin 2005

Le 16 juin 2005, Cap Gemini S.A. a procédé à l'émission d'un Emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes, ayant pour date de jouissance le 24 juin 2005 et pour échéance le 1^{er} janvier 2012 (OCEANE 2005).

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 437 millions d'euros et il est représenté par 11 810 810 obligations d'une valeur nominale unitaire de 37 euros. Les obligations portent intérêt au taux nominal annuel de 1 %.

Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°05-564 en date du 16 juin 2005.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'OCEANE 2005

Conversion et/ou échange des obligations en actions

À tout moment, à compter du 24 juin 2005, et au plus tard le septième jour ouvré précédant le 1^{er} janvier 2012.

Amortissement normal

Le 1^{er} janvier 2012 par remboursement au prix de 41,90 euros par obligation, soit environ 113,2 % de la valeur nominale des obligations.

Amortissement anticipé au gré de la Société

- à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, pour tout ou partie des obligations, soit par des rachats en bourse ou hors bourse, soit par offres publiques de rachat ou d'échange,
- à compter du 24 juin 2009 et jusqu'au 31 décembre 2011, pour la totalité des obligations restant en circulation, à un prix de remboursement anticipé déterminé de manière à ce qu'il assure un taux de rendement actuariel brut identique à celui qu'il aurait obtenu en cas de remboursement à l'échéance, soit un taux de 2,875 %, majoré des intérêts courus, si le produit (i) du ratio d'attribution d'actions en vigueur et (ii) de la moyenne arithmétique des premiers cours cotés de l'action ordinaire de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A. durant une période de 20 jours de bourse consécutifs au cours desquels l'action est cotée, excède 130 % de ce prix de remboursement anticipé. Cet amortissement anticipé peut être réalisé soit par conversion soit en numéraire au gré des porteurs d'obligations,
- à tout moment, pour la totalité des obligations restant en circulation, si moins de 10 % des obligations émises restent en circulation.

Amortissement anticipé au gré des porteurs

En cas de changement de contrôle, tout porteur d'obligations pourra demander le remboursement anticipé de tout ou partie de ses obligations.

Exigibilité anticipée

À l'initiative de la majorité des porteurs d'obligations, notamment en cas de non-paiement de sommes dues, de manquement à d'autres obligations contenues dans la documentation (sous réserve, le cas échéant, de périodes de « grâce »), de défauts croisés (au-delà d'un seuil minimum de manquement), de liquidation, dissolution ou de cession totale des actifs de la Société, ainsi qu'en cas de cessation de la cotation des actions ordinaires de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A.

A noter qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. ne constituerait pas une condition d'exigibilité anticipée des obligations et serait sans incidence sur le taux d'intérêt qui leur est applicable.

Maintien de l'emprunt à son rang

Cap Gemini S.A. s'est engagée à maintenir les obligations à un rang identique à toutes les autres obligations négociables qui pourraient être émises par la Société ("pari passu").

COMPTABILISATION DE L'OCEANE 2005

Au 31 décembre 2008, la composante dette de l'OCEANE 2005 s'élève à 442 millions d'euros (426 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Le montant de la charge d'intérêt notionnel annuelle comptabilisée au titre de l'OCEANE 2005 s'élève à 21 millions d'euros, contre un coupon effectivement décaissé de 4 millions d'euros, au taux d'intérêt nominal de l'emprunt (1 %). La charge d'intérêt notionnel est calculée sur la base d'un taux d'intérêt effectif de 4,8 % correspondant au taux de marché auquel le Groupe aurait pu émettre au même moment un emprunt sans option de conversion (soit 4,5 %), et après prise en compte des frais d'émission.

OCEANE 2003 émise le 24 juin 2003

Le 24 juin 2003, Cap Gemini S.A. a procédé à l'émission d'un Emprunt Obligataire Convertible ou Echangeable en Actions Nouvelles ou Existantes, ayant pour date de jouissance le 2 juillet 2003 et pour échéance le 1^{er} janvier 2010 (OCEANE 2003).

Le montant nominal de l'emprunt s'élève à 460 millions d'euros et il est représenté par 9 019 607 obligations d'une valeur nominale unitaire de 51 euros. Les obligations portent intérêt à un taux de 2,5 % l'an.

Les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n°03-607 en date du 24 juin 2003.

Cette OCEANE a fait l'objet d'un contrat d'échange de taux d'intérêt conclu en 2004 et réaménagé en 2006 au titre duquel Cap Gemini S.A. est payeur d'un taux variable Euribor 3 mois postfixé contre le taux fixe de l'OCEANE de 2,5 %. Ses caractéristiques sont détaillées ci-après en Note 22 - Gestion des risques financiers.

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'OCEANE 2003

Conversion et/ou échange des obligations en actions

À tout moment à compter du 11 août 2003 et au plus tard le septième jour ouvré précédant le 1^{er} janvier 2010.

Amortissement normal

Les obligations seront amorties en totalité le 1^{er} janvier 2010 par remboursement au pair en numéraire.

Amortissement anticipé au gré de la Société

- à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, pour tout ou partie des obligations, soit par des rachats en bourse ou hors bourse, soit par offres publiques de rachat ou d'échange,

- à compter du 2 juillet 2007 et jusqu'au septième jour ouvré précédant le 1^{er} janvier 2010, pour la totalité des obligations restant en circulation, à un prix de remboursement anticipé égal au pair, majoré des intérêts courus, si le produit (i) du ratio d'attribution d'actions en vigueur et (ii) de la moyenne arithmétique des premiers cours cotés de l'action ordinaire de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A. durant une période de 20 jours de bourse consécutifs, excède 125 % de ce prix de remboursement anticipé. Cet amortissement anticipé peut être réalisé soit par conversion soit en numéraire au gré des porteurs d'obligations.

Amortissement anticipé au gré des porteurs

En cas de changement de contrôle, tout porteur d'obligations pourra demander le remboursement anticipé de tout ou partie de ses obligations.

Exigibilité anticipée

À l'initiative de la majorité des porteurs d'obligations, notamment en cas de non-paiement de sommes dues, de manquement à d'autres obligations contenues dans la documentation (sous réserve, le cas échéant, de périodes de "grâce"), de défauts croisés (au-delà d'un seuil minimum de manquement), de liquidation, dissolution ou de cession totale des actifs de la Société, ainsi qu'en cas de cessation de la cotation des actions ordinaires de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris S.A.

À noter qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. ne constituerait pas une condition

d'exigibilité anticipée des obligations et serait sans incidence sur le taux d'intérêt qui leur est applicable.

Maintien de l'emprunt à son rang

Cap Gemini S.A. s'est engagée à maintenir les obligations à un rang identique à toutes les autres obligations négociables qui pourraient être émises par la Société ("pari passu").

COMPTABILISATION DE L'OCEANE 2003

Au 31 décembre 2008, la composante dette de l'OCEANE 2003 s'élève à 449 millions d'euros (438 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Le montant de la charge d'intérêt notionnel annuelle comptabilisée au titre de l'OCEANE 2003 s'élève à 22 millions d'euros, contre un coupon effectivement décaissé de 11,5 millions d'euros, au taux d'intérêt nominal de l'emprunt (2,5 %). La charge d'intérêt notionnel est calculée sur la base d'un taux d'intérêt effectif de 5,1 % correspondant au taux de marché auquel le Groupe aurait pu émettre au même moment un emprunt sans option de conversion (soit 4,8 %), et après prise en compte des frais d'émission.

b) Dettes liées aux contrats de location-financement

Au 31 décembre 2008, les dettes liées aux contrats de location-financement concernent principalement le financement de l'Université du Groupe « Les Fontaines » située à Gouvieux (France) et des investissements en matériels informatiques réalisés par Capgemini UK Plc. et New Horizons System Solutions LP (Canada).

<i>en millions d'euros</i>	Antériorité maximale	Échéance maximale	Taux d'intérêt effectif	31 décembre 2008
Université Capgemini (Les Fontaines)	Octobre 2002	Juillet 2014	Euribor 3 mois +0,75 %	51
Capgemini UK Plc.	Octobre 2000	Septembre 2014	Fixe (9,6 %)	24
New Horizons System Solutions LP	Juillet 2003	Janvier 2012	Fixe (6,0 %)	11
Autres	Janvier 2001	Juin 2014	-	33
TOTAL DETTES À COURT ET LONG TERME				119

c) Autres dettes financières à long terme et court terme

Au 31 décembre 2008, les 19 millions d'euros d'autres dettes financières comprennent :

- la valeur actuelle de l'option de vente dont bénéficie la société Hindustan Lever Limited dans le cadre de l'acquisition de Capgemini Business Services India Ltd. (10 millions d'euros),
- des intérêts courus et non échus au 31 décembre 2008 relatifs aux OCEANES 2003 et 2005 (8 millions d'euros).

La diminution de 206 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2007 s'explique principalement par :

- la décomptabilisation au 30 juin 2008 des créances de carry-back cédées en 2003 et 2004 à un établissement de crédit (contre-valeur 129 millions d'euros au 30 juin 2008) suite au remboursement de ces créances par le Trésor Public à l'établissement cessionnaire, cf. Note 15 - Autres créances courantes et d'impôts. Ces créances de carry-back cédées avaient pour contrepartie des dettes financières de montant équivalent,
- la rupture du contrat d'infogérance signé en mai 2004 avec TXU, intervenue le 19 décembre 2008 qui a entraîné (i) la résiliation de l'option de vente dont bénéficiait le groupe TXU (dorénavant EFH)

conduisant à un paiement de 48 millions d'euros pour une dette financière de 68 millions d'euros à cette date, cf. Note 5 - Autres produits et charges opérationnels, et (ii) le remboursement d'une dette liée au contrat d'un montant de 17 millions d'euros.

d) Dettes bancaires ou assimilées

Les dettes bancaires ou assimilées correspondent principalement à des tirages par les sociétés opérationnelles du Groupe sur des lignes de crédit bancaire. Ces lignes de crédit bénéficient dans certaines circonstances de la garantie de Cap Gemini S.A.

e) Crédit syndiqué conclu par Cap Gemini S.A.

Le 14 novembre 2005, Cap Gemini S.A. a conclu avec un groupe de banques une ligne de crédit multidevises de 500 millions d'euros remboursable au plus tard le 14 novembre 2010. Suite à l'exercice par la Société, le 14 septembre 2006, de l'option d'extension d'un an prévue au contrat (extension qui a été acceptée par les banques le 27 octobre 2006), cette ligne est désormais remboursable au plus tard le 14 novembre 2011.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

Les conditions de tirage de cette ligne sont les suivantes :

- une marge de 0,50 % à ce jour (au-dessus de l'Euribor ou du Libor 1 à 12 mois), à laquelle s'ajoute, au-delà d'un certain niveau d'utilisation de la ligne, une commission d'utilisation comprise entre 0,025 % et 0,050 %. Cette marge peut évoluer à la hausse et à la baisse en fonction de la notation de crédit de Cap Gemini S.A.,
- une commission de non-utilisation de 35 % de la marge (soit 0,175 % à ce jour) pouvant être réduite à 30 % en cas de hausse de la notation de Cap Gemini S.A.

À noter qu'un changement à la hausse ou à la baisse de la notation de crédit de Cap Gemini S.A. serait sans incidence sur la disponibilité de cette ligne.

Au titre de cette ligne, Cap Gemini S.A. s'est engagée à respecter les ratios financiers (définis en normes IFRS) suivants :

- un ratio d'endettement net rapporté à la situation nette consolidée qui doit être inférieur à tout moment à 1,
- un ratio de couverture du coût de l'endettement financier (net) ajusté de certains éléments par la marge opérationnelle consolidée qui doit être supérieur ou égal à 3 au 31 décembre et au 30 juin de chaque année (sur la base des 12 derniers mois écoulés).

Il est précisé qu'au 31 décembre 2008, le Groupe respectait ces ratios financiers.

La ligne de crédit comporte des engagements qui limitent la capacité de la Société et de ses filiales à engager certaines opérations, et notamment :

- à consentir des sûretés sur leurs actifs,
- cession d'actifs et les fusions ou opérations assimilées.

Cap Gemini S.A. s'est en outre engagée à respecter certaines clauses habituelles, notamment le maintien de la ligne de crédit au même rang que les autres dettes financières du Groupe de même nature ("pari passu").

Enfin, cette ligne de crédit contient des dispositions habituelles concernant l'exigibilité anticipée, notamment en cas de non-paiement

de sommes dues, de fausse déclaration ou de manquement à d'autres obligations afférentes aux contrats de crédit (sous réserve, le cas échéant, de périodes de "grâce"), en cas de défauts croisés (au-delà d'un seuil minimum de manquement), d'insolvabilité et de procédures de dépôt de bilan, de changement de contrôle ou de survenance d'événement ayant un impact négatif significatif sur la situation financière du Groupe.

À ce jour, cette ligne n'a fait l'objet d'aucun tirage.

B. Analyse de la variation des dettes financières dans le tableau des flux de trésorerie

L'augmentation des dettes financières dans le tableau des flux de trésorerie (37 millions d'euros) s'explique principalement par l'augmentation de la composante dette des emprunts obligataires (27 millions d'euros). Il convient de noter que les augmentations des dettes liées aux acquisitions des immobilisations en location-financement ne sont pas prises en compte dans le tableau des flux de trésorerie (43 millions d'euros).

Le remboursement des dettes financières dans le tableau des flux de trésorerie (130 millions d'euros) s'explique principalement par le règlement des dettes suite à la rupture du contrat d'infogérance avec le groupe TXU, dorénavant EFH (65 millions d'euros) ainsi qu'aux contrats de location-financement (61 millions d'euros).

C. Taux d'intérêt

Pour l'exercice 2008, le taux d'intérêt effectif sur l'encours moyen des dettes financières du Groupe ressort à 5,6 % (5,4 % en 2007).

Au 31 décembre 2008, la part des dettes à taux fixe est de 54 %, celle des dettes à taux variable plafonné de 43 %, le solde étant à taux variable (respectivement 62 % et 35 % en 2007).

L'analyse de la sensibilité du coût de l'endettement financier net à une variation des taux est présentée en Note 22 - Gestion des risques financiers, partie I - Risques de marché.

Taux d'intérêt effectif par devises

	Au 31 décembre 2008							
	Euro		Dollar Américain		Livre Sterling		Autres	Total
	TIE %	Montant M€	TIE %	Montant M€	TIE %	Montant M€	Montant M€	Montant M€
OCEANE 2003	5,1 %	449	-	-	-	-	-	449
OCEANE 2005	4,8 %	442	-	-	-	-	-	442
Dettes bancaires ou assimilées	-	-	-	-	-	-	3	3
Dettes liées aux contrats de location-financement	5,4 %	73	6,7 %	8	9,6 %	24	14	119
Autres dettes financières	na	18	na	1	-	-	-	19
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	-	982	-	9	-	24	17	1 032

III. INSTRUMENTS DÉRIVÉS SUR DETTES FINANCIÈRES

Les instruments dérivés attachés aux dettes financières sont composés de contrats de couverture de risques de taux d'intérêt. Ces instruments sont évalués à la clôture à la juste valeur et comptabilisés à l'actif ou au passif en élément courant ou non courant selon leur échéance.

Au 31 décembre 2008, ces instruments dérivés représentent un actif d'1 million d'euros correspondant à la juste valeur du contrat

d'échange de taux sur l'OCEANE 2003 enregistré en « Autres actifs non courants » contre un passif de 5 millions d'euros au 31 décembre 2007 en « Autres dettes non courantes », soit un produit de 6 millions d'euros, cf. Note 7 - Autres produits et charges financiers.

L'analyse des couvertures de risque de taux d'intérêt est présentée en Note 22 - Gestion des risques financiers, partie I. – Risques de marché.

NOTE 17 – PROVISIONS POUR RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILÉS

La variation des engagements pour retraites et engagements assimilés s'explique de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	2006	2007	2008
Engagements nets en début de période	696	588	615
Écarts de conversion	3	(42)	(124)
Variations de périmètre	-	1	4
Coûts des services, effets des réductions et liquidations et charge financière nette	98	100	68
Prestations et contributions	(61)	(117)	(110)
Variation des écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(150)	84	56
Autres mouvements	2	1	(11)
Engagements nets en fin de période	588	615	498
Excédent de couverture comptabilisé à l'actif (1)	(3)	(6)	(5)
PROVISIONS POUR RETRAITES COMPTABILISÉES AU PASSIF	591	621	503

(1) Cf. Note 13 - Autres actifs non courants.

Il convient de noter qu'en 2008, la charge nette de 68 millions d'euros comprend les coûts des services rendus (47 millions d'euros), les coûts des services passés reconnus (4 millions d'euros), la charge financière nette (19 millions d'euros) et un produit de 2 millions d'euros lié à l'effet des réductions et liquidations.

Les montants reconnus au bilan au titre des engagements pour retraites et engagements assimilés se décomposent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2006	31 décembre 2007	31 décembre 2008
Dette actuarielle relative aux régimes couverts par des actifs	1 957	2 002	1 484
Juste valeur des actifs de couverture	(1 489)	(1 492)	(1 090)
Déficit net des régimes couverts par des actifs	I 468	510	394
Déficit des régimes non couverts par des actifs	II 125	137	132
Déficit net total	593	647	526
Coûts des services passés non reconnus	(5)	(32)	(28)
Provisions nettes au bilan	588	615	498
Montants à l'actif	(3)	(6)	(5)
Montants au passif	591	621	503

I. PROVISIONS SUR RÉGIMES DE RETRAITES À PRESTATIONS DÉFINIES COUVERTS PAR DES ACTIFS

Les provisions pour régimes de retraites couverts par des actifs concernent principalement le Royaume-Uni, le Canada et d'autres pays (Etats-Unis, Suède, France, Allemagne, Suisse et Inde).

A noter qu'au Royaume-Uni, la section à prestations définies du principal régime de retraites de Capgemini UK Plc. est fermée à l'acquisition de droits futurs depuis le 31 mars 2008 pour l'essentiel des bénéficiaires concernés. En contrepartie, ces personnes ont eu la possibilité d'adhérer à la section à cotisations définies de ce plan,

cf. Note 4 - Charges opérationnelles par nature. Cette fermeture concerne environ 2 600 bénéficiaires actuellement en activité et a donné lieu à un coût de 18 millions d'euros comptabilisé en « Autres produits et charges opérationnels », cf. Note 5. La section à prestations définies du plan Capgemini UK reste néanmoins ouverte pour 160 membres actifs « protégés ».

Par ailleurs, Capgemini UK, conformément aux recommandations du « Pension Regulator » britannique, a pris l'engagement de combler le déficit tel qu'évalué au 31 mars 2006 sur une période de 10 ans.

A) Analyse des engagements

en millions d'euros	2006				2007				2008			
	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total	Royaume-Uni	Canada	Autres	Total
Dette actuarielle	1 647	197	113	1 957	1 679	209	114	2 002	1 159	212	113	1 484
Juste valeur des actifs de couverture	1 212	193	84	1 489	1 216	206	70	1 492	820	197	73	1 090
DÉFICIT	435	4	29	468	463	3	44	510	339	15	40	394
Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres	75	9	7	91	148	11	6	165	133	36	18	187
COÛTS DES SERVICES PASSÉS NON RECONNUS	-	-	-	-	-	-	(27)	(27)	-	-	(23)	(23)
PROVISIONS NETTES AU BILAN	435	4	29	468	463	3	17	483	339	15	17	371
Montants à l'actif	-	(3)	-	(3)	-	(6)	-	(6)	-	-	(5)	(5)
Montants au passif	435	7	29	471	463	9	17	489	339	15	22	376

Au 31 décembre 2008, le montant de la provision nette au bilan hors Royaume-Uni et Canada s'élève à 17 millions d'euros, et concerne les États-Unis (14 millions d'euros), la Suède (5 millions d'euros), l'Allemagne et la Suisse (2 millions d'euros) et l'Inde (1 million d'euros); la France présentant un excédent de couverture (5 millions d'euros).

B) Analyse des variations des provisions

Analyse de la variation des valeurs actualisées de l'obligation et des actifs de couverture.

<i>en millions d'euros</i>	Valeur actualisée de l'obligation	Juste valeur des actifs de couverture	Coûts des services passés non reconnus	Provisions nettes au bilan
Au 1^{er} janvier 2006	1 888	(1 303)	-	585
Coût des services rendus	91	-	-	91
Intérêts financiers	93	-	-	93
Rendement attendu des actifs	-	(89)	-	(89)
Effet de réduction et liquidation	(27)	17	-	(10)
Contributions versées par les salariés	6	(6)	-	-
Prestations versées aux salariés	(37)	37	-	-
Contributions aux plans	-	(57)	-	(57)
Variations des écarts actuariels	(81)	(73)	-	(154)
Écarts de conversion	6	-	-	6
Autres mouvements	18	(15)	-	3
Au 31 décembre 2006	1 957	(1 489)	-	468
Coût des services rendus	74	-	-	74
Coût des services passés	40	-	(27)	13
Intérêts financiers	102	-	-	102
Rendement attendu des actifs	-	(102)	-	(102)
Effet de réduction et liquidation	(29)	29	-	-
Contributions versées par les salariés	5	(5)	-	-
Prestations versées aux salariés	(53)	53	-	-
Contributions aux plans	-	(111)	-	(111)
Variations des écarts actuariels	58	26	-	84
Écarts de conversion	(148)	104	-	(44)
Autres mouvements	(4)	3	-	(1)
Au 31 décembre 2007	2 002	(1 492)	(27)	483
Coût des services rendus	40	-	-	40
Coût des services passés	-	-	4	4
Intérêts financiers	110	-	-	110
Rendement attendu des actifs	-	(97)	-	(97)
Effet de réduction et liquidation	(2)	-	-	(2)
Contributions versées par les salariés	5	(5)	-	-
Prestations versées aux salariés	(44)	44	-	-
Contributions aux plans	-	(104)	-	(104)
Variations des écarts actuariels	(283)	347	-	64
Écarts de conversion	(435)	319	-	(116)
Autres mouvements	91	(102)	-	(11)
Au 31 décembre 2008	1 484	(1 090)	(23)	371

La charge opérationnelle de l'exercice s'élève à 44 millions d'euros et concerne pour l'essentiel le Royaume-Uni (21 millions d'euros) et le Canada (10 millions d'euros).

La diminution du coût des services rendus en 2008 par rapport à 2007 (34 millions d'euros) provient essentiellement du Royaume-Uni (31 millions d'euros) où est intervenue la fermeture du principal régime de retraites à l'acquisition de droits futurs depuis le 31 mars 2008, ainsi que de l'augmentation progressive ces dernières années des taux d'actualisation sur l'ensemble des régions.

L'effet net des intérêts financiers (actualisation de l'obligation) et du rendement attendu des actifs de couverture représente une charge de 13 millions d'euros et concerne principalement le Royaume-Uni (charge de 15 millions d'euros) et le Canada (produit de 4 millions d'euros). L'augmentation de l'effet net en 2008 par rapport à 2007 (13 millions d'euros) provient essentiellement du Royaume-Uni et

est le résultat de l'effet de la hausse du taux d'actualisation alors que les taux de rendement attendus des actifs sont restés stables.

Ces différents éléments sont déterminés sur la base des hypothèses détaillées ci-après.

Les prestations versées aux salariés (44 millions d'euros) portent principalement sur le Royaume-Uni (25 millions d'euros) et le Canada (10 millions d'euros).

Les principaux contributeurs aux plans sur l'exercice (104 millions d'euros) sont le Royaume-Uni (71 millions d'euros), la France (12 millions d'euros), le Canada (11 millions d'euros) et les États-Unis (6 millions d'euros).

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

L'effet des écarts de conversion (116 millions d'euros) provient principalement de la baisse du cours de la livre sterling sur l'exercice (113 millions d'euros).

Les « Autres mouvements » sont relatifs au contrat d'infogérance conclu en 2002 au Canada entre les sociétés Hydro One et Inergi (filiale du Groupe Capgemini). Ce contrat d'infogérance a donné lieu au transfert de 920 salariés de la société Hydro One ainsi que de leurs droits acquis jusqu'à cette date dans le plan de retraites à prestations définies de la société Inergi. Dans le cadre de ce contrat, la société Inergi a mis en place, pour les droits futurs, un plan de retraites à prestations définies ouvrant droit à des avantages équivalents à ceux offerts par la société Hydro One.

En 2002, la société Hydro One a déposé une requête auprès de la commission des services financiers de l'Ontario afin de transférer dans le plan de retraites de la société Inergi, les actifs et passifs revenant aux salariés transférés, conformément au contrat. En raison de la contestation de certains salariés d'Hydro One, l'autorisation réglementaire du transfert d'actifs et de passifs n'a été obtenue qu'en mars 2008.

Ce contrat prévoyait un paiement entre les parties en cas d'écart entre les montants d'actifs et de passifs transférés. En conséquence, la société Inergi a comptabilisé, sur l'exercice 2008, une augmentation nette des actifs du plan de 8 millions d'euros en contrepartie d'une dette envers Hydro One de 10 millions d'euros (la différence correspondant aux écarts actuariels entre la date théorique et réelle du transfert).

En outre, le contrat prévoyait le paiement d'un montant conditionnel en cas d'écart entre le rendement réel et le rendement attendu du plan pour la période 2002-2004. A ce titre, un montant de 15 millions d'euros a été versé à la société Inergi par la société Hydro One et a été comptabilisé en 2008 comme un écart d'acquisition négatif en « Autres produits et charges opérationnels », cf. Note 5. Enfin, une charge d'intérêt nette de 3 millions d'euros relative aux

paiements dus par les parties a été constatée en « Autres produits et charges financiers », cf. Note 7.

Analyse de la variation des écarts actuariels

Les écarts actuariels résultent d'augmentations ou de diminutions de la valeur actualisée de l'obligation ou de la juste valeur des actifs du régime.

Ces écarts incluent (i) les effets des changements d'hypothèses actuarielles (principalement taux d'actualisation des engagements et taux de rendement attendu des actifs du régime) et (ii) les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit (ces derniers sont des « ajustements liés à l'expérience » et sont détaillés ci-après « III. Analyse des ajustements liés à l'expérience inclus dans les écarts actuariels »).

Le gain actuariel reconnu en 2006 (154 millions d'euros) est lié à des changements d'hypothèses actuarielles, principalement au Royaume-Uni pour 125 millions d'euros où le taux d'actualisation des engagements retenu a été augmenté de 50 points de base.

La perte actuarielle reconnue en 2007 (84 millions d'euros) s'explique par l'adoption d'une nouvelle table de mortalité au Royaume-Uni et la révision à la hausse des hypothèses d'augmentation de salaires et d'inflation, partiellement compensées par la hausse du taux d'actualisation des engagements au Royaume-Uni.

La perte actuarielle reconnue en 2008 (64 millions d'euros) résulte principalement d'ajustements liés à l'expérience sur la valeur des actifs de couverture (écart entre le rendement réel et le rendement attendu des actifs) au Royaume-Uni et au Canada, partiellement compensés par des changements d'hypothèses actuarielles ; en effet, les taux d'actualisation des engagements retenus ont augmenté de 70 points de base au Royaume-Uni et de 150/175 points de base au Canada.

C) Analyse des actifs de couverture

Les principales catégories d'actifs de couverture se répartissent comme suit :

en millions d'euros	2006		2007		2008	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Actions	958	64	941	63	481	44
Obligations	456	31	488	33	439	40
Biens immobiliers	39	3	32	2	22	2
Trésorerie	16	1	22	1	128	12
Autres	20	1	9	1	20	2
TOTAL	1 489	100	1 492	100	1 090	100

L'augmentation de la trésorerie dans la répartition des actifs de couverture résulte de la réallocation en 2008 des actifs de couverture au Royaume-Uni.

Par ailleurs, la diminution de la part des actions résulte de la réallocation en trésorerie au Royaume-Uni et de l'effet d'expérience négatif sur la valeur de ces actifs.

D) Effectifs relatifs aux régimes de retraite à prestations définies couverts par des actifs

	2006	2007	2008			Total
	Total	Total	Royaume-Uni	Canada	Autres	
Salariés en activité – droits ouverts	12 183	16 005	1 167	876	13 777	15 820
Anciens salariés et salariés en activité - droits fermés	7 419	7 209	8 956	66	887	9 909
Retraités	1 167	1 326	1 353	182	79	1 614
TOTAL	20 769	24 540	11 476	1 124	14 743	27 343

L'augmentation des effectifs est essentiellement due à l'expansion des activités du Groupe en Inde. En effet, au 31 décembre 2008, le total des effectifs bénéficiant de ces régimes de retraites en Inde

s'élève à 12 218 salariés, contre 9 955 salariés au 31 décembre 2007 (le montant de la dette actuarielle correspondante en Inde s'élevant à 1 million d'euros).

E) Principales hypothèses actuarielles

Taux d'actualisation et d'augmentation des salaires

en %	2006	2007	2008		
			Royaume-Uni	Canada	Autres
Taux d'actualisation des engagements	2,6 - 8,1	3,4 - 8,5	6,5	7,3	3,3 - 8,5
Taux d'augmentation des salaires	1,5 - 6,0	1,5 - 6,0	4,2	3,3	1,5 - 5,0

En 2008, les indices de référence utilisés pour la détermination des taux d'actualisation sont identiques à ceux utilisés les années précédentes.

Taux de rendement attendu des actifs du régime

en %	2006	2007	2008		
			Royaume-Uni	Canada	Autres
Actions	6,0 - 8,5	3,1 - 8,5	8,0	8,3	1,5 - 8,3
Obligations	2,5 - 7,3	1,1 - 5,8	6,5	4,9	1,5 - 5,5
Biens immobiliers	5,0 - 6,5	0,2 - 6,5	6,5	-	1,5 - 4,5
Trésorerie	2,0 - 3,8	3,8 - 4,5	3,8	1,4	2,8 - 3,8

Taux de rendement effectif des actifs du régime

en %	2006	2007	2008		
			Royaume-Uni	Canada	Autres
Actions	3,0 - 18,5	(2,7) - 7,6	(25,0) - (26,0)	(24,0) - (27,5)	(46,3) - 2,9
Obligations	0,1 - 5,3	1,1 - 6,5	(2,0) - 3,3	0,2 - 0,4	(6,0) - 4,9
Biens immobiliers	18,0	(4,9) - 0,2	(23,6)	-	1,0
Trésorerie	(2,5) - 4,7	1,4 - 4,4	3,4	1,2 - 1,8	1,6

F) Contribution prévisionnelle pour l'exercice 2009

En 2009, le Groupe prévoit de verser 81 millions d'euros de contribution au titre des régimes de retraites à prestations définies.

II. PROVISIONS SUR RÉGIMES DE RETRAITES À PRESTATIONS DÉFINIES NON COUVERTS PAR DES ACTIFS

Les régimes de retraites non couverts par des actifs concernent la France, le Canada, l'Allemagne, la Pologne, l'Autriche, la Suède, l'Italie et l'Inde.

A) Analyse des engagements

<i>en millions d'euros</i>	2006	2007	2008				Total
	Total	Total	France	Canada	Allemagne et Europe Centrale	Autres	
Dette actuarielle / Déficit	125	137	51	25	23	33	132
Dont écarts actuariels constatés en capitaux propres	18	17	11	(8)	-	6	9
Coûts des services passés non reconnus	(5)	(5)	(5)	-	-	-	(5)
PROVISIONS NETTES AU PASSIF	120	132	46	25	23	33	127

Les « Autres » engagements comprennent des régimes non couverts par des actifs en Suède, en Italie ainsi qu'en Inde. Il convient de noter que le plan de retraites en Italie a fait l'objet d'une réduction (fermeture à l'acquisition de droits futurs) depuis le 31 décembre 2007. Par ailleurs, le régime canadien concerne principalement le service d'une couverture médicale.

B) Analyse des variations des engagements

<i>en millions d'euros</i>	Valeur actualisée de l'obligation	Coûts des services passés non reconnus	Provisions nettes au bilan
Au 1^{er} janvier 2006	116	(5)	111
Variations de périmètre	-	-	-
Coût des services rendus	9	-	9
Intérêts financiers	5	-	5
Effet de réduction ou liquidation	(1)	-	(1)
Prestations versées aux salariés	(4)	-	(4)
Variations des écarts actuariels	4	-	4
Ecarts de conversion	(3)	-	(3)
Autres mouvements	(1)	-	(1)
Au 31 décembre 2006	125	(5)	120
Variations de périmètre	1	-	1
Coût des services rendus	8	-	8
Coût des services passés	1	-	1
Intérêts financiers	6	-	6
Effet de réduction ou liquidation	(2)	-	(2)
Prestations versées aux salariés	(6)	-	(6)
Variations des écarts actuariels	-	-	-
Ecarts de conversion	2	-	2
Autres mouvements	2	-	2
Au 31 décembre 2007	137	(5)	132
Variations de périmètre	4	-	4
Coût des services rendus	7	-	7
Coût des services passés	-	-	-
Intérêts financiers	6	-	6
Effet de réduction ou liquidation	-	-	-
Prestations versées aux salariés	(6)	-	(6)
Variations des écarts actuariels	(8)	-	(8)
Ecarts de conversion	(8)	-	(8)
Au 31 décembre 2008	132	(5)	127

Le coût des services rendus sur l'exercice 2008 (7 millions d'euros) concerne essentiellement la France (4 millions d'euros) et le Canada (2 millions d'euros).

Les prestations versées aux salariés concernent la France et l'Italie pour 2 millions d'euros chacun ainsi que le Canada et l'Allemagne pour 1 million d'euros chacun.

Le gain actuariel (8 millions d'euros) est lié à des changements d'hypothèses actuarielles principalement au Canada pour 9 millions d'euros où le taux d'actualisation des engagements retenu a été augmenté de 150/175 points de base.

C) Effectifs relatifs aux régimes de retraites à prestations définies non couverts par des actifs

	2006	2007	2008				Total
			France	Canada	Allemagne et Europe Centrale	Autres	
Salariés en activité - droits ouverts	23 653	30 293	20 719	1 752	219	6 350	29 040
Anciens salariés et salariés en activités - droits fermés	985	1 006	-	132	122	2 233	2 487
Retraités	282	398	-	364	70	14	448
TOTAL	24 920	31 697	20 719	2 248	411	8 597	31 975

Les variations du nombre d'anciens salariés et de ceux en activité résultent principalement de la réduction du plan de retraites de l'Italie au 31 décembre 2007.

D) Principales hypothèses actuarielles

en %	2006	2007	2008			
			France	Canada	Allemagne et Europe Centrale	Autres
Taux d'actualisation des engagements	3,9 - 5,3	4,0 - 8,0	5,3	7,3	6,0	3,3 - 5,5
Taux d'augmentation des salaires	1,5 - 4,5	1,5 - 8,0	1,8	3,3	2,0 - 2,3	2,0 - 6,0

En 2008, les indices de référence utilisés pour la détermination des taux d'actualisation sont identiques à ceux utilisés les années précédentes.

III. ANALYSE DES « AJUSTEMENTS LIÉS A L'EXPÉRIENCE » INCLUS DANS LES ÉCARTS ACTUARIELS

Cette analyse recouvre les régimes de retraites à prestations définies couverts et non couverts par des actifs. Les « ajustements liés à l'expérience » représentent les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues et ce qui s'est effectivement produit.

Les montants relatifs à la période en cours et aux périodes précédentes se présentent comme suit :

en millions d'euros	2005	2006	2007	2008
Ajustement des passifs lié à l'expérience (1)	37	37	1	(1)
Ajustement des actifs lié à l'expérience (2)	112	50	3	(299)

(1) + : augmentation des passifs / - : diminution des passifs.

(2) + : augmentation des actifs / - : diminution des actifs.

Ces ajustements d'expérience concernent principalement le Royaume-Uni et le Canada et résultent en 2008 de la différence entre les taux de rendements attendus et les taux effectifs de la période sur les actifs de couverture, en raison du contexte financier actuel.

IV. ANALYSE DE LA SENSIBILITÉ DES COÛTS MÉDICAUX

Les coûts médicaux concernent uniquement le Canada. Sur les exercices 2006, 2007 et 2008, une variation théorique de 1 % de leur taux d'évolution aurait un effet au compte de résultat (coût des services rendus et intérêts financiers) de plus ou moins 1 million d'euros et sur l'engagement au bilan un effet variant de moins 4 millions d'euros à plus 5 millions d'euros pour 2008, sensiblement identique à 2007 et 2006.

NOTE 18 – PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

La variation des provisions courantes et non courantes se décompose de la manière suivante :

en millions d'euros	2006	2007	2008
AU 1^{er} JANVIER	34	98	85
Dotations	73	48	42
Reprises pour utilisation	(9)	(53)	(27)
Reprises pour non utilisation	(3)	(7)	(36)
Autres	3	(1)	1
AU 31 DÉCEMBRE	98	85	65

Au 31 décembre 2008, les provisions courantes (20 millions d'euros) et non courantes (45 millions d'euros) concernent principalement des risques sur projets et contrats pour un montant de 49 millions d'euros (75 millions d'euros au 31 décembre 2007) et des risques liés à des litiges sociaux et fiscaux pour un montant de 16 millions d'euros (10 millions d'euros au 31 décembre 2007).

En 2007, les principaux mouvements de l'exercice concernent le contrat Schneider Electric qui a fait l'objet de renégociations conduisant à un réaménagement des calendriers, des principes tarifaires et du périmètre de responsabilité du Groupe dans les années qui viennent. Ces changements ont conduit à avancer sur l'exercice 2007 la prise en

compte de charges jusqu'ici étalées dans le temps, à provisionner le coût de la réduction du périmètre du nouveau contrat, et à constater, par une reprise de la provision pour perte à terminaison passée fin 2006, la perspective retrouvée d'une profitabilité opérationnelle du contrat sur la période 2008-2016.

En 2008, les dotations concernent essentiellement des projets d'infogérance. Les reprises découlent des coûts encourus ainsi que des économies réalisées relatifs à la réduction du périmètre et à la finalisation du système dans le cadre du contrat Schneider renégocié en 2007, ainsi que de l'issue favorable de litiges avec des clients, notamment au Royaume-Uni.

NOTE 19 – AUTRES DETTES NON COURANTES

Les autres dettes non courantes s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Réserves spéciales de participation	31	54	65
Instruments dérivés (1)	6	18	7
Dettes sur acquisitions de sociétés consolidées	5	5	6
Divers	80	69	34
TOTAL	122	146	112

(1) Cf. Note 22 – Gestion des risques financiers, partie I. – Risques de marché.

Divers

Le poste est essentiellement composé des dettes de restructuration liées aux mesures de rationalisation du parc immobilier engagées essentiellement aux États-Unis et au Royaume-Uni.

La diminution en 2008 est principalement liée à l'extinction de passifs attachés au contrat d'infogérance signé avec TXU (dorénavant EFH) dans le cadre de sa rupture anticipée.

NOTE 20 – DETTES OPÉRATIONNELLES

Les dettes opérationnelles, hors acomptes clients et produits constatés d'avance présentés séparément, s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Fournisseurs	817	863	821
Impôts et taxes	306	316	347
Personnel	858	910	894
Divers	38	31	34
TOTAL	2 019	2 120	2 096

NOTE 21 – AUTRES DETTES COURANTES ET D'IMPÔTS

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
État - impôts sur les sociétés	65	71	74
Réserves spéciales de participation	20	5	8
Instruments dérivés (1)	5	2	90
Dettes sur acquisition de sociétés consolidées	18	1	24
Divers	5	8	7
TOTAL	113	87	203

(1) Cf. Note 22 – Gestion des risques financiers, partie I. – Risques de marché.

Dettes sur acquisition de sociétés consolidées

Au 31 décembre 2008, le poste est essentiellement composé du solde du prix d'acquisition de la société BAS B.V.

NOTE 22 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

I. RISQUES DE MARCHÉ

A) Risque de change

Le Groupe est exposé à deux types de risque de change, pouvant impacter le résultat et les capitaux propres : d'une part, des risques liés à la conversion, pour les besoins de l'élaboration des comptes consolidés, des comptes en devises des filiales consolidées ayant une devise fonctionnelle différente de l'euro et d'autre part, des risques sur des transactions opérationnelles ou financières non libellées en devise de fonctionnement des entités.

Capgemini a pour politique de ne pas couvrir les risques liés à la conversion des comptes en devises des filiales consolidées ayant une devise fonctionnelle différente de l'euro.

Risques de change et couvertures relatifs à des transactions opérationnelles :

Le Groupe est exposé de façon limitée aux risques de change opérationnels en raison de son activité, l'essentiel de son chiffre d'affaires étant généré dans les pays où sont également encourues les charges d'exploitation. Toutefois, le recours croissant à la production délocalisée dans les centres situés en Inde, Pologne, Amérique Latine ou Chine, expose Capgemini à des risques de change sur une partie de ses coûts de production.

Le Groupe a mis en œuvre une politique visant à minimiser et gérer les risques de change qui résultent en particulier de la production d'une part toujours croissante de ses services en

Inde, principal centre de production délocalisée. Dès lors que les contrats clients ne comprennent pas de clauses de révision de prix pour fluctuations de change, le Groupe met en place une politique de couverture qui repose sur les principes suivants :

- définition de la stratégie de couverture par la Direction Financière du Groupe sur la base d'un reporting trimestriel analysant l'exposition aux risques de change relatifs aux opérations intra-groupe impliquant l'Inde,
- les opérations de couverture sont essentiellement réalisées sous forme d'achats et de ventes à terme de devises,
- les opérations de couverture sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité de couverture de flux futurs de trésorerie.

Au titre de l'année 2008, le Groupe a couvert près de 85 % de son risque en devises étrangères (dollar américain, euro et livre sterling) contre la roupie indienne. Au 31 décembre 2008, ces couvertures sont constituées de contrats de ventes de devises à terme dont l'échéance est comprise entre 2009 et 2011 pour une contre-valeur totale de 279 millions d'euros (177 millions d'euros au 31 décembre 2007). Ces couvertures portent essentiellement sur des montants en euros (96 millions d'euros), dollars américains (278 millions de dollars américains) et livres sterling (7 millions de livres sterling). Ces couvertures ont des échéances allant de 3 mois à 2 ans et demi.

Par ailleurs, il existe également des contrats de ventes de devises (livre sterling) à terme en Pologne, à échéance 2009, pour une contre-valeur totale de 8 millions d'euros.

Au 31 décembre 2008, les contrats d'achats et de ventes de devises à terme se répartissent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	< 6 mois	> 6 mois et < 12 mois	> 12 mois	Total
Contrats de devises à terme	135	103	49	287

Dans le bilan au 31 décembre 2008, ces contrats sont comptabilisés à leur juste valeur pour un total représentant une dette nette de 34 millions d'euros, comptabilisée en « Autres dettes courantes et d'impôts » pour 29 millions d'euros, en « Autres dettes non courantes » pour 7 millions d'euros et en « Autres créances courantes et d'impôts » pour 2 millions d'euros (au 31 décembre 2007, des instruments dérivés étaient comptabilisés pour une créance nette de 9 millions d'euros).

En 2008, la juste valeur de l'ensemble des contrats de couverture signés sur la période comptabilisée en capitaux propres s'élève à (60) millions d'euros. La part transférée en résultat opérationnel

s'établit à (29) millions d'euros, et est partiellement compensée à hauteur de 10 millions d'euros par les gains de change réalisés sur les éléments couverts.

Risques de change et couvertures relatifs à des transactions financières :

Outre les risques de change liés à la production délocalisée, Capgemini est exposé au risque de variation des cours des devises, au titre :

- des flux financiers échangés dans le cadre de l'activité de financement intra-groupe principalement chez Cap Gemini S.A. : ces flux étant systématiquement couverts (principalement sous forme de contrats d'échange de devises), l'incidence de la variation des

devises sur le résultat et les capitaux propres du Groupe est à ce titre négligeable.

Au 31 décembre 2008, le montant des prêts intra-groupe couvert s'élève à 306 millions d'euros (312 millions d'euros au 31 décembre 2007) correspondant à des prêts libellés en livre sterling et dollar australien.

En 2008, les instruments dérivés utilisés pour ces couvertures de risques de change génèrent une charge financière nette de 48 millions d'euros (16 millions d'euros de charge en 2007), en quasi-totalité imputable à la juste valeur d'un contrat d'échange euro/livre sterling en couverture d'un prêt intra-groupe consenti par Capgemini UK à Cap Gemini S.A. Cette perte a été compensée à hauteur de 47 millions d'euros par le gain de change latent

constaté à la clôture sur ce même prêt intra-groupe et résultant de l'appréciation de l'euro contre la livre sterling sur l'exercice (cf. Note 7 - Autres produits et charges financiers).

Au 31 décembre 2008, la juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée dans les « Autres dettes courantes et d'impôts » et s'établit à 61 millions d'euros (14 millions d'euros en dettes au 31 décembre 2007),

- des flux de redevances payables au Groupe par les filiales n'ayant pas l'euro comme devise fonctionnelle. Bien que le Groupe ne couvre pas systématiquement ce risque, l'incidence de la variation des devises sur les résultats est peu significative compte tenu du délai moyen réduit entre la date de facturation et la date d'encaissement desdites redevances.

Exposition aux risques de change opérationnels et financiers :

Ainsi, l'exposition du Groupe aux risques de change, induite par les opérations internes et externes comptabilisées au 31 décembre 2008 par les filiales du Groupe dans une devise différente de leur devise fonctionnelle respective, est la suivante :

en millions d'euros	31 décembre 2008				
	Euro	Dollar Américain	Livre Sterling	Couronne Suédoise	Autres devises (1)
Total Actif	90	188	120	16	22
Total Passif	(55)	(121)	(342)	(13)	(15)
Exposition aux risques de change avant couverture	35	67	(222)	3	7
Montants couverts	(35)	(50)	232	-	(6)
Exposition aux risques de change après couverture	-	17	10	3	1

(1) Les autres devises comprennent essentiellement le franc suisse, le dollar canadien, le dollar australien et la couronne norvégienne.

Les montants couverts, au 31 décembre 2008, concernent essentiellement Cap Gemini S.A. dans le cadre de financements internes au Groupe ainsi que la filiale Capgemini India Private Ltd. dans le cadre des activités de sous-traitance qu'elle réalise pour les autres régions du Groupe.

B) Risque de taux d'intérêt

L'exposition de Capgemini aux risques de taux d'intérêt s'analyse à la lumière de sa situation de trésorerie : au 31 décembre 2008, Capgemini dispose de liquidités pour 1 805 millions d'euros, principalement placées à taux variable contre un endettement financier brut de 1 032 millions d'euros quant à lui majoritairement à taux fixe (54 %) ou à taux variable plafonné (43 %), cf. Note 16 - Trésorerie nette, partie II. – Dettes financières, ce qui résulte d'une part de sa nature – celui-ci est en effet principalement composé de deux émissions d'OCEANES – et d'autre part du choix délibéré du Groupe de faire appel à des sources de financement dont le coût décaissé soit en adéquation avec le rendement escompté du placement de la trésorerie disponible et sa capacité fiscale.

Risque de taux d'intérêt et couverture

Au 31 décembre 2008, deux couvertures de taux d'intérêt sont en cours sous la forme de contrats d'échange de taux et de produits optionnels (caps et floors) portant sur un montant total de 490 millions d'euros pour des périodes allant de 1 an à 6 ans. Les caractéristiques de ces contrats sont les suivantes :

- le 28 octobre 2004, Cap Gemini S.A. a signé un contrat d'échange

de taux d'intérêt à échéance janvier 2010 relatif à l'OCEANE 2003 et qui porte sur un notionnel de 460 millions d'euros.

Ce contrat d'échange de taux d'intérêt a fait l'objet d'un aménagement le 15 septembre 2006. Selon les nouveaux termes du contrat Cap Gemini S.A. est payeur d'un taux variable (Euribor 3 mois postfixé) contre le taux fixe de l'OCEANE (2,5 %). Le taux variable est plafonné à 3,07 % et soumis à un taux plancher de 1,41 %. Enfin, ce contrat prévoit une clause de désactivation automatique (à coût nul) en cas d'exercice par Cap Gemini S.A. du droit dont elle dispose de procéder, dans certaines conditions, à l'amortissement anticipé des obligations (les conditions et modalités de cet emprunt sont détaillées ci-dessus en Note 16 - Trésorerie nette, ainsi que dans la note d'opération ayant obtenu le visa de l'AMF n° 03-607 en date du 24 juin 2003).

L'évaluation de ce contrat à la valeur de marché au 31 décembre 2008 fait apparaître en « Autres produits et charges financiers » un produit s'élevant à 6 millions d'euros (contre un produit de 1 million d'euros en 2007). Dans le bilan au 31 décembre 2008, ce contrat est valorisé à 1 million d'euros dans les « Autres actifs non courants »,

- la S.A.R.L. Immobilière Les Fontaines qui héberge l'Université Capgemini a signé en 2002 un contrat d'échange de taux d'intérêt à échéance juillet 2014 portant sur un notionnel de 30 millions d'euros, relatif à la couverture à hauteur de 50 % du contrat de location-financement de ladite Université. Aux termes du contrat d'échange de taux correspondant, la S.A.R.L. Immobilière Les Fontaines est payeur de taux fixe à 3,51 % contre Euribor 3 mois.

L'évaluation de ce contrat à la valeur de marché au 31 décembre 2008 fait apparaître en « Autres produits et charges financiers » une charge s'élevant à 0,7 million d'euros (contre un produit de 0,3 million d'euros en 2007). Dans le bilan au 31 décembre 2008, ce contrat est valorisé à 0,3 million d'euros dans les « Autres actifs non courants ».

Analyse de la sensibilité du coût de l'endettement financier net à une variation des taux

Sur la base du niveau moyen de trésorerie et de dette financière constaté sur l'exercice 2008, une hausse des taux d'intérêt de 100 points de base aurait un effet positif sur le coût de l'endettement financier net de Capgemini de l'ordre de 17 millions d'euros (17 millions d'euros en 2007 et 19 millions d'euros en 2006). A l'inverse, une baisse des taux d'intérêt de 100 points de base aurait, pour l'exercice 2008, une incidence négative de 17 millions d'euros sur le coût d'endettement financier net du Groupe.

C) Risque sur les actions

Le Groupe ne détient pas d'actions dans le cadre de ses placements, et ne détient pas de participation en actions cotées en bourse. En revanche, dans le cadre de son programme de rachat d'actions, Cap Gemini S.A. détient au 31 décembre 2008 :

- 377 000 de ses propres actions suite à la mise en œuvre d'un contrat de liquidité (dont la ligne de liquidité associée s'élève à 10 millions d'euros),
- 2 000 000 de ses propres actions achetées dans le cadre de la couverture des instruments donnant accès au capital émis par la Société, et en particulier en vue de la neutralisation partielle de la dilution liée aux outils de motivation des salariés du Groupe.

Eu égard au nombre limité d'actions auto-détenues, le Groupe n'est pas exposé à un risque action significatif. Par ailleurs, la valeur des actions auto-détenues étant déduite des capitaux propres, les variations du cours de l'action sont sans incidence sur le compte de résultat consolidé.

II. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Les passifs financiers, constitués pour l'essentiel de dettes financières ainsi que d'une partie des dettes opérationnelles, sont présentés (maturité et flux futurs de trésorerie associés) dans leur ensemble en Note 23 - Instruments financiers, les dettes financières faisant l'objet d'une analyse détaillée spécifique en Note 16 - Trésorerie nette, partie II. – Dettes financières.

Les passifs financiers dont l'exigibilité pourrait exposer le Groupe à un risque de liquidité correspondent principalement aux deux emprunts obligataires convertibles (OCEANE 2003 et OCEANE 2005).

Afin de gérer le risque de liquidité pouvant résulter de l'exigibilité des passifs financiers, que ce soit à leur échéance contractuelle

ou par anticipation, le Groupe met en œuvre une politique de financement prudente reposant en particulier sur :

- le recours mesuré à l'effet de levier de la dette, combiné à l'attention portée à limiter l'octroi de toute disposition contractuelle pouvant entraîner une exigibilité anticipée des dettes financières,
- le maintien à tout moment d'un niveau élevé de disponibilités (1 805 millions d'euros au 31 décembre 2008) auquel s'ajoute notamment la ligne de crédit syndiquée multidevises de 500 millions d'euros (jamais tirée à ce jour),
- la gestion active des maturités des passifs financiers, visant à limiter la concentration d'échéances de dettes financières,
- la diversification des sources de financement, permettant de limiter la dépendance sur certaines catégories de prêteurs.

III. RISQUE DE CRÉDIT

Les actifs financiers, constitués pour l'essentiel de trésorerie, et en particulier des placements financiers, ainsi que de créances clients et autres créances, sont présentés dans leur ensemble en Note 23 - Instruments financiers, la trésorerie faisant l'objet d'une analyse détaillée spécifique en Note 16 - Trésorerie nette, partie I. – Trésorerie.

Les actifs financiers qui pourraient par nature exposer le Groupe au risque de crédit ou de contrepartie correspondent principalement :

- aux créances clients : au 31 décembre 2008, les créances clients nettes s'élevaient à 1 576 millions d'euros (cf. Note 14 - Clients et comptes rattachés). Le plus gros client du Groupe, qui est un organisme public britannique de premier rang, représente environ 11 % du chiffre d'affaires du Groupe, le second seulement 3 %. Les 10 premiers clients représentent ensemble 27 % du chiffre d'affaires du Groupe et les 30 premiers 40 %. La solvabilité de ces grands clients et la grande dispersion des autres limitent les risques de crédit. Les activités des clients du Groupe peuvent être affectées par leur environnement économique et les créances correspondantes s'en trouver affectées par voie de conséquence, mais le Groupe estime qu'aucun de ses clients, aucun des secteurs d'activité ni aucune des zones géographiques où il opère ne présentent un risque d'irrecouvrabilité susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière d'ensemble du Groupe,
- aux placements financiers : le Groupe a pour politique de ne pas placer sa trésorerie sur supports actions, et de répartir en revanche ses placements sur (i) des titres de créances négociables (certificats de dépôt et billets de trésorerie), (ii) des dépôts à terme, ou (iii) des supports monétaires de maturité courte (SICAV et FCP), dans le respect de règles de diversification et de qualité de contrepartie.

Au 31 décembre 2008, les placements à court terme qui s'élèvent à 1 290 millions d'euros (cf. Note 16 - Trésorerie nette) sont composés essentiellement de (i) fonds communs de placement et SICAV répondant à des critères stricts (courte durée, liquidité quotidienne, faible volatilité et sensibilité inférieure à 0,5), et (ii) titres de créances négociables d'une maturité ne dépassant pas 3 mois, émis par des sociétés ou institutions financières bénéficiant d'une bonne notation de crédit (minimum A2/P2 ou équivalent). Ces placements n'exposent donc pas le Groupe à un risque de contrepartie significatif.

Par ailleurs, dans le cadre de ses politiques de gestion des risques de change et de taux décrites ci-dessus, le Groupe conclut des

contrats de couverture avec des établissements financiers de premier plan et le risque de contrepartie peut être considéré comme non significatif à ce titre. Au 31 décembre 2008, les principales contreparties du Groupe au titre de sa gestion des risques de change et de taux sont BNP Paribas, Calyon, Citibank, HSBC, JP Morgan, Société Générale.

Analyse des créances clients et de leur antériorité

Au 31 décembre 2008, le solde du poste « Clients » s'établit à 1 590 millions d'euros et les « Provisions pour créances douteuses » à 14 millions d'euros. Ce faible taux de créances douteuses s'explique par le fait que l'essentiel de la facturation implique l'acceptation par le client des travaux réalisés.

Au 31 décembre 2008, le montant des créances clients pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée s'élève à 517 millions d'euros représentant 33 % des créances clients nettes et s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	< 30 jours	> 30 jours et < 90 jours	> 90 jours
Créances clients nettes	296	143	78
En pourcentage du poste clients nets de provisions	18,8 %	9,1 %	5,0 %

Les créances pour lesquelles la date d'échéance de paiement est dépassée concernent des comptes clients qui font l'objet d'analyses et de suivis spécifiques.

IV. GESTION DU CAPITAL

La gestion du capital du Groupe vise à maintenir une base de capital solide en vue de soutenir le développement continu des affaires, servir un rendement aux actionnaires, et ce, compte tenu d'une politique prudente de recours à l'endettement, avec le ratio d'endettement comme principal indicateur. À noter que Capgemini est en situation de trésorerie nette positive au 31 décembre 2008, au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2006.

Pour préserver ou piloter la structure de son capital, le Groupe a la possibilité d'émettre de nouvelles actions, de racheter ses propres actions ou d'ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires.

NOTE 23 – INSTRUMENTS FINANCIERS

A) Catégorisation et juste valeur des instruments financiers

Les principales méthodes d'évaluation et composantes de chacune des catégories d'instruments financiers sont les suivantes :

- les éléments comptabilisés à leur juste valeur par compte de résultat, c'est-à-dire les composantes de la trésorerie, sont évalués par référence à un cours coté sur un marché actif,
- les actifs financiers disponibles à la vente, constitués des titres des sociétés non consolidées, sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan,
- les prêts et créances comprennent principalement les créances clients et certaines autres créances diverses courantes et non courantes. Ils font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE),
- les dettes au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sont essentiellement constituées des dettes financières, des dettes fournisseurs et d'autres dettes diverses courantes et non courantes,
- les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur, soit directement par le compte de résultat, soit dans les capitaux propres selon la méthode de la comptabilité de couverture.

La juste valeur des actifs et des passifs financiers est déterminée essentiellement comme suit :

- la juste valeur des créances clients, des dettes fournisseurs ainsi que des autres créances et dettes diverses courantes est assimilée à la valeur au bilan compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement,
- la juste valeur des emprunts obligataires est estimée à chaque clôture en tenant compte d'un taux de financement moyen de marché et de la valeur du risque de crédit du Groupe Capgemini, pour des emprunts sur des durées équivalentes à la durée résiduelle de chacun des deux emprunts obligataires,
- la juste valeur des dettes liées aux contrats de location-financement est assimilée à la valeur au bilan compte tenu de la diversité de leurs formes et de leurs échéances.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

Les instruments financiers se ventilent selon les catégories suivantes :

<i>en millions d'euros</i>	CATÉGORISATION					31 décembre 2008	
	Juste valeur par résultat	Actifs dis- ponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan	Juste valeur
Titres de sociétés non consolidées	-	2	-	-	-	2	2
Dépôts et investissements à long terme	-	-	48	-	-	48	48
Autres actifs non courants	-	-	20	-	1	21	21
Clients (nets de provisions)	-	-	1 576	-	-	1 576	1 576
Autres créances courantes	-	-	12	-	2	14	14
Placements à court terme	1 290	-	-	-	-	1 290	1 290
Banques	578	-	-	-	-	578	578
ACTIFS FINANCIERS	1 868	2	1 656	-	3	3 529	3 529
Emprunts obligataires non courants	-	-	-	(891)	-	(891)	(892)
Dettes liées aux contrats de location-financement	-	-	-	(119)	-	(119)	(119)
Autres dettes financières à long terme	-	-	-	(11)	-	(11)	(11)
Autres dettes non courantes	-	-	-	(15)	(7)	(22)	(22)
Découverts bancaires	(2)	-	-	-	-	(2)	(2)
Autres dettes financières à court terme	-	-	-	(11)	-	(11)	(11)
Dettes fournisseurs	-	-	-	(821)	-	(821)	(821)
Autres dettes courantes	-	-	-	(53)	(90)	(143)	(143)
PASSIFS FINANCIERS	(2)	-	-	(1 921)	(97)	(2 020)	(2 021)

en millions d'euros	CATÉGORISATION					31 décembre 2007	
	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan	Juste valeur
Titres de sociétés non consolidées	-	3	-	-	-	3	3
Dépôts et investissements à long terme	-	-	35	-	-	35	35
Autres actifs non courants	-	-	32	-	3	35	35
Clients (nets de provisions)	-	-	1 528	-	-	1 528	1 528
Autres créances courantes	-	-	143	-	10	153	153
Placements à court terme	1 594	-	-	-	-	1 594	1 594
Banques	648	-	-	-	-	648	648
ACTIFS FINANCIERS	2 242	3	1 738	-	13	3 996	3 996
Emprunts obligataires	-	-	-	(864)	-	(864)	(854)
Dettes liées aux contrats de location-financement	-	-	-	(150)	-	(150)	(150)
Autres dettes financières à long terme	-	-	-	(90)	-	(90)	(90)
Autres dettes non courantes	-	-	-	(16)	(18)	(34)	(34)
Découverts bancaires	(91)	-	-	-	-	(91)	(91)
Autres dettes financières à court terme	-	-	-	(141)	-	(141)	(141)
Dettes fournisseurs	-	-	-	(863)	-	(863)	(863)
Autres dettes courantes	-	-	-	(29)	(2)	(31)	(31)
PASSIFS FINANCIERS	(91)	-	-	(2 153)	(20)	(2 264)	(2 254)

en millions d'euros	CATÉGORISATION					31 décembre 2006	
	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan	Juste valeur
Titres de sociétés non consolidées	-	140	-	-	-	140	140
Dépôts et investissements à long terme	-	-	23	-	-	23	23
Autres actifs non courants	-	-	129	-	3	132	132
Clients (nets de provisions)	-	-	1 434	-	-	1 434	1 434
Autres créances courantes	-	-	16	-	5	21	21
Placements à court terme	2 460	-	-	-	-	2 460	2 460
Banques	442	-	-	-	-	442	442
ACTIFS FINANCIERS	2 902	140	1 602	-	8	4 652	4 652
Emprunts obligataires	-	-	-	(838)	-	(838)	(844)
Dettes liées aux contrats de location-financement	-	-	-	(156)	-	(156)	(156)
Autres dettes financières à long terme	-	-	-	(215)	-	(215)	(215)
Autres dettes non courantes	-	-	-	(11)	(6)	(17)	(17)
Découverts bancaires	(43)	-	-	-	-	(43)	(43)
Autres dettes financières à court terme	-	-	-	(15)	-	(15)	(15)
Dettes fournisseurs	-	-	-	(817)	-	(817)	(817)
Autres dettes courantes	-	-	-	(38)	(5)	(43)	(43)
PASSIFS FINANCIERS	(43)	-	-	(2 090)	(11)	(2 144)	(2 150)

B) Effet en résultat des instruments financiers

Les effets en résultat des instruments financiers sont comptabilisés en résultat financier (cf. Note 6 - Coût de l'endettement financier (net), et Note 7 - Autres produits et charges financiers), à l'exception de ceux relatifs aux instruments dérivés liés à des transactions opérationnelles, aux prêts et créances et aux dettes opérationnelles, comptabilisés en résultat opérationnel.

C) Échéancier des passifs financiers

Les montants indiqués dans l'analyse des échéances correspondent aux flux futurs de trésorerie contractuels non actualisés.

Les flux futurs de trésorerie relatifs aux OCEANES 2003 et 2005 ont été estimés sur la base des taux nominaux contractuels, respectivement 2,5 % et 1 %, et selon une hypothèse de remboursement total in fine (cf. Note 16 - Trésorerie nette).

Les flux futurs de trésorerie relatifs au contrat d'échange de taux d'intérêt lié à l'OCEANE 2003, lorsqu'il s'agit d'un passif financier, ont été évalués sur la base des taux d'intérêt de marché à la clôture de l'exercice.

Les flux de trésorerie contractuels associés au poste de « Dettes liées aux contrats de location-financement » correspondent aux flux de remboursement contractuels des emprunts notionnels.

en millions d'euros	31 décembre 2008						
	Échéance contractuelle	Valeur au bilan	Flux de trésorerie contractuels	< à 1 an	> 1 et < 2 ans	> 2 et < 5 ans	> 5 ans
OCEANE 2003	2010	449	483	12	471	-	-
Contrat d'échange de taux d'intérêt (OCEANE 2003) (1)	2010	-	-	-	-	-	-
OCEANE 2005	2012	442	512	4	4	504	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2009 à 2014	119	119	34	27	50	8
Autres dettes financières à long terme	2010 à 2015	11	11	-	10	-	1
Autres dettes non courantes	2010 à 2011	22	22	-	20	2	-
Découverts bancaires	2009	2	2	2	-	-	-
Autres dettes financières à court terme	2009	11	11	11	-	-	-
Dettes fournisseurs	2009	821	821	821	-	-	-
Autres dettes courantes	2009	143	143	143	-	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS		2 020	2 124	1 027	532	556	9

(1) Le contrat d'échange de taux d'intérêt relatif à l'OCEANE 2003 est inclus au bilan dans les « Autres actifs non courants » au 31 décembre 2008 et ne fait par conséquent pas partie des passifs financiers.

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2007						
	Échéance contractuelle	Valeur au bilan	Flux de trésorerie contractuels	< à 1 an	> 1 et < 2 ans	> 2 et < 5 ans	> 5 ans
OCEANE 2003	2010	438	495	12	12	471	-
Contrat d'échange de taux d'intérêt (OCEANE 2003)	2010	4	(2)	3	3	(8)	-
OCEANE 2005	2012	426	517	4	4	509	-
Dettes liées aux contrats de location-financement	2008 à 2014	150	150	45	33	55	17
Autres dettes financières à long terme	2009 à 2014	90	168	1	11	2	154
Autres dettes non courantes	2008 à 2009	30	30	14	16	-	-
Découverts bancaires	2008	91	91	91	-	-	-
Autres dettes financières à court terme	2008	141	6	6	-	-	-
Dettes fournisseurs	2008	863	863	863	-	-	-
Autres dettes courantes	2008	31	24	24	-	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS		2 264	2 342	1 063	79	1 029	171

<i>en millions d'euros</i>	31 décembre 2006						
	Échéance contractuelle	Valeur au bilan	Flux de trésorerie contractuels	< à 1 an	> 1 et < 2 ans	> 2 et < 5 ans	> 5 ans
OCEANE 2003	2010	427	507	12	12	483	-
Contrat d'échange de taux d'intérêt (OCEANE 2003)	2010	6	1	3	3	(5)	-
OCEANE 2005	2012	411	520	4	4	13	499
Dettes liées aux contrats de location-financement	2007 à 2014	156	156	49	31	50	26
Autres dettes financières à long terme	2008 à 2014	215	189	1	3	12	173
Autres dettes non courantes	2008 à 2009	11	11	-	2	9	-
Découverts bancaires	2007	43	43	43	-	-	-
Autres dettes financières à court terme	2007	15	6	6	-	-	-
Dettes fournisseurs	2007	817	817	817	-	-	-
Autres dettes courantes	2007	43	43	43	-	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS		2 144	2 293	978	55	562	698

NOTE 24 – INFORMATION SECTORIELLE

I. INFORMATION SECTORIELLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le Groupe exerce son activité dans huit zones géographiques détaillées ci-dessous :

Zones géographiques	Pays
Amérique du Nord	Canada, Etats-Unis
France et Maroc	France, Maroc
Royaume-Uni et Irlande	Irlande, Royaume-Uni
Benelux	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas
Allemagne et Europe Centrale	Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suisse
Pays nordiques	Danemark, Finlande, Norvège, Suède
Europe du Sud et Amérique Latine	Argentine, Brésil, Chili, Espagne, Guatemala, Italie, Mexique, Portugal
Asie Pacifique	Australie, Chine, Inde, Singapour

A) Analyse du résultat par zone géographique

Le résultat de l'exercice 2008 par zone géographique s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué (1)	Elimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES												
- hors Groupe (2)	1 668	2 077	1 922	1 303	592	578	449	121	-	-	8 710	
- inter-zones géographiques	34	80	75	36	93	17	28	366	-	(729)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	1 702	2 157	1 997	1 339	685	595	477	487	-	(729)	8 710	
MARGE OPÉRATIONNELLE (2)	98	151	149	185	83	55	23	58	(58)	-	744	
% du chiffre d'affaires	5,8	7,3	7,8	14,2	14,0	9,5	5,2	na	-	-	8,5	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	86	99	117	173	54	51	14	52	(60)		586	
											Coût de l'endettement financier (net)	2
											Autres produits et charges financiers	(21)
											Charge d'impôt	(116)
											RÉSULTAT NET	451
											PART DU GROUPE	451

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constitué de sous-traitance interne réalisée en Inde.

Le résultat de l'exercice 2007 par zone géographique s'analysait comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué (1)	Elimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES												
- hors Groupe (2)	1 721	1 971	2 230	1 168	558	539	390	126	-	-	8 703	
- inter-zones géographiques	20	70	74	34	74	18	30	286	-	(606)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	1 741	2 041	2 304	1 202	632	557	420	412	-	(606)	8 703	
MARGE OPÉRATIONNELLE (2)	111	86	152	176	74	45	21	32	(57)	-	640	
% du chiffre d'affaires	6,5	4,4	6,8	15,0	13,3	8,4	5,5	na	-	-	7,4	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	84	68	76	167	70	42	18	28	(60)	-	493	
											Coût de l'endettement financier (net)	(4)
											Autres produits et charges financiers	(3)
											Charge d'impôt	(48)
											Résultat des entreprises associées	2
											RÉSULTAT NET	440
											PART DU GROUPE	440

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constitué de sous-traitance interne réalisée en Inde.

Le résultat de l'exercice 2006 par zone géographique s'analysait comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué (1)	Elimination	Total	
CHIFFRE D'AFFAIRES												
- hors Groupe (2)	1 341	1 816	2 126	1 046	514	441	339	77	-	-	7 700	
- inter-zones géographiques	12	74	48	45	60	23	28	130	-	(420)	-	
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	1 353	1 890	2 174	1 091	574	464	367	207	-	(420)	7 700	
MARGE OPÉRATIONNELLE (2)	72	5	164	142	52	32	15	13	(48)	-	447	
% du chiffre d'affaires	5,4	0,3	7,7	13,5	10,2	7,4	4,4	na	-	-	5,8	
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	66	(30)	127	131	40	29	9	11	(49)	-	334	
											Coût de l'endettement financier (net)	(10)
											Autres produits et charges financiers	(18)
											Charge d'impôt	(13)
											RÉSULTAT NET	293
											PART DU GROUPE	293

(1) Les éléments non alloués correspondent aux frais de siège.

(2) En cas de sous-traitance, le chiffre d'affaires hors Groupe est enregistré dans la région donneuse d'ordre. Le pourcentage de marge opérationnelle est calculé par rapport à ce chiffre d'affaires ce qui a pour effet de rendre non représentatif le taux de la zone Asie Pacifique, dont l'essentiel de l'activité est constitué de sous-traitance interne réalisée en Inde.

B) Analyse des charges d'amortissement et des charges sans contrepartie en trésorerie incluses dans la marge opérationnelle

Pour l'exercice 2008, les charges d'amortissement et les charges sans contrepartie en trésorerie s'analysent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement	(41)	(29)	(30)	(21)	(24)	(7)	(5)	(19)	(1)	(177)
Dotations nettes aux provisions (1)	(12)	(1)	7	1	2	(1)	1	(4)	-	(7)
TOTAL	(53)	(30)	(23)	(20)	(22)	(8)	(4)	(23)	(1)	(184)

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

Pour l'exercice 2007, les charges d'amortissement et les charges sans contrepartie en trésorerie s'analysaient comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement	(43)	(29)	(47)	(15)	(25)	(6)	(6)	(20)	(1)	(192)
Dotations nettes aux provisions (1)	(2)	(16)	(12)	(3)	(2)	-	-	(1)	-	(36)
TOTAL	(45)	(45)	(59)	(18)	(27)	(6)	(6)	(21)	(1)	(228)

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

Pour l'exercice 2006, les charges d'amortissement et les charges sans contrepartie en trésorerie s'analysaient comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué	Total
Charges d'amortissement	(31)	(25)	(54)	(17)	(21)	(7)	(5)	(6)	(1)	(167)
Dotations nettes aux provisions (1)	(2)	(42)	(6)	(2)	(10)	-	(1)	(2)	-	(65)
TOTAL	(33)	(67)	(60)	(19)	(31)	(7)	(6)	(8)	(1)	(232)

(1) Ce compte inclut les provisions pour créances douteuses et les provisions courantes et non courantes (position nette des dotations et reprises).

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

Au 31 décembre 2006, les actifs et passifs par zone géographique s'analysaient comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Amérique du Nord	France et Maroc	Royaume-Uni et Irlande	Benelux	Allemagne et Europe Centrale	Pays nordiques	Europe du Sud et Amérique Latine	Asie Pacifique	Non alloué	Elimination	Total
Actifs par zone géographique :											
- hors Groupe	748	1 455	1 053	883	420	316	193	103	166	-	5 337
- inter-zones géographiques	10	49	22	21	16	6	6	25	23	(178)	-
TOTAL DES ACTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	758	1 504	1 075	904	436	322	199	128	189	(178)	5 337
							Impôts différés actifs				888
							État – Impôt sur les bénéfices				20
							Placements à court terme				2 460
							Instruments dérivés				3
							TOTAL ACTIF				8 708
Passifs par zone géographique :											
- hors Groupe	566	953	1 214	262	203	195	136	50	19	-	3 598
- inter-zones géographiques	40	39	33	25	15	15	8	(8)	10	(177)	-
TOTAL DES PASSIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	606	992	1 247	287	218	210	144	42	29	(177)	3 598
							Situation nette consolidée				3 697
							Impôts différés passifs				118
							Dettes d'impôt courant				65
							Dettes financières				1 224
							Instruments dérivés				6
							TOTAL PASSIF				8 708

D) Analyse des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (<i>en millions d'euros</i>)	2006	2007	2008
Amérique du Nord	31	30	21
France et Maroc	30	40	35
Royaume-Uni et Irlande	47	55	26
Benelux	6	20	40
Allemagne et Europe Centrale	26	17	16
Pays nordiques	4	14	8
Europe du Sud et Amérique Latine	4	8	5
Asie Pacifique	13	24	26
TOTAL	161	208	177

Il convient de noter que le montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles diffère du montant présenté en tableaux des flux de trésorerie (134 millions d'euros) du fait de l'exclusion dans ce dernier des acquisitions d'actifs détenus en location-financement (43 millions d'euros).

II. INFORMATION SECTORIELLE PAR MÉTIER

Les prestations du Groupe s'organisent autour de quatre métiers :

- le Conseil, qui a pour mission de contribuer à l'amélioration des performances des entreprises clientes grâce à une connaissance approfondie de leurs activités et de leurs processus (« Consulting Services »),
- l'Intégration de systèmes qui consiste à planifier, concevoir et développer des systèmes et des applications informatiques (« Technology Services »),
- l'Infogérance, qui consiste à gérer tout ou partie de l'informatique d'une entreprise ou de ses processus métier (« Business Process Outsourcing »),
- les Services informatiques de proximité, qui exercent au sein même de l'entreprise cliente une activité d'accompagnement et de support des équipes informatiques internes (« Local Professional Services »).

La ventilation du chiffre d'affaires par métier est la suivante :

en millions d'euros	2006		2007		2008	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	851	11	753	9	695	8
Intégration de systèmes	2 619	34	3 349	38	3 396	39
Infogérance	3 008	39	3 189	37	3 076	35
Services informatiques de proximité	1 222	16	1 412	16	1 543	18
TOTAL	7 700	100	8 703	100	8 710	100

La ventilation de la marge opérationnelle par métier est la suivante :

en millions d'euros	2006		2007		2008	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Conseil	86	10,1	79	10,5	89	12,8
Intégration de systèmes	196	7,5	299	8,9	348	10,2
Infogérance	93	3,1	150	4,7	167	5,4
Services informatiques de proximité	120	9,8	169	12,0	198	12,9
Non alloué	(48)	-	(57)	-	(58)	-
TOTAL	447	5,8	640	7,4	744	8,5

NOTE 25 – EFFECTIFS

A) Effectifs moyens par zone géographique

	2006		2007		2008	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	6 272	10	8 564	11	8 650	10
France et Maroc	19 924	31	20 595	26	21 056	24
Royaume-Uni et Irlande	8 894	14	8 791	11	8 147	9
Benelux	8 807	14	9 167	12	10 021	12
Allemagne et Europe Centrale	4 336	7	5 814	7	6 880	8
Pays nordiques	3 480	5	3 818	5	4 057	5
Europe du Sud et Amérique Latine	5 982	9	6 476	8	7 479	9
Asie Pacifique	6 167	10	15 832	20	20 049	23
Non alloué	151	-	156	-	156	-
TOTAL	64 013	100	79 213	100	86 495	100

B) Effectifs de fin d'année par zone géographique

Au 31 décembre	2006		2007		2008	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Amérique du Nord	6 441	10	8 857	11	8 379	9
France et Maroc	20 287	30	20 979	25	21 242	23
Royaume-Uni et Irlande	8 785	13	8 482	10	7 985	9
Benelux	9 014	13	9 492	11	12 291	13
Allemagne et Europe Centrale	5 137	8	6 274	8	7 534	8
Pays nordiques	3 608	5	3 942	5	4 049	5
Europe du Sud et Amérique Latine	6 235	9	6 836	8	7 913	9
Asie Pacifique	8 231	12	18 487	22	22 078	24
Non alloué	151	-	159	-	150	-
TOTAL	67 889	100	83 508	100	91 621	100

NOTE 26 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

A) Engagements donnés sur contrats clients

Pour un certain nombre de grands contrats, le Groupe a été amené à mettre en place des garanties de performance et/ou financières, notamment concernant les contrats signés en 2004 avec HM Revenue & Customs, TXU (dorénavant EFH), Schneider Electric Industries et Euroclear, ainsi que le contrat signé en 2005 avec Metropolitan Police.

Par ailleurs, certains clients bénéficient (i) de garanties financières limitées émises par le Groupe pour un montant total de 138 millions d'euros au 31 décembre 2008 ou (ii) de garanties bancaires supportées par le Groupe pour un montant global de 58 millions d'euros au 31 décembre 2008.

B) Engagements donnés et reçus dans le cadre d'opérations d'investissement

Sur intérêts minoritaires :

Le 12 avril 2005, le Groupe a signé une alliance avec le groupe japonais NTT Data Corporation, cédant 95 % de sa participation dans la société Capgemini Japan K.K., pour un montant de 30 millions d'euros. Le contrat de cession stipule au bénéfice du Groupe Capgemini, une

option de vente de ses 5 % d'intérêts résiduels dans la société Zacatii Consulting Inc. (anciennement Capgemini Japan K.K.) ; et au bénéfice du groupe NTT Data Corporation, une option d'achat portant sur ces mêmes titres. Ces options sont exerçables sur une période de deux ans (depuis le 14 juillet 2008) pour le montant le plus élevé entre la valeur de marché de ces titres à la date de l'exercice, et la valorisation de ces titres telle que déterminée à partir du montant initial de la transaction (soit pour les 5 % résiduels, 1 million d'euros).

Sur la création de la société Synaxio :

Le 10 décembre 2007, dans le cadre de la création de la société Synaxio (anciennement Inovmail), respectivement co-détenue par le Groupe et la société DOC@POST à hauteur de 40 % et 60 %, une promesse d'achat a été consentie au profit du Groupe sur l'ensemble de ses titres, à compter du 1^{er} juin 2009, et jusqu'au 31 décembre 2009. Le prix de cession sera égal à 2,8 millions d'euros, ou à un 1 euro symbolique, selon que le Groupe aura réalisé, ou non, une mise en production d'une solution adaptée aux besoins de La Poste.

Par ailleurs, le Groupe et La Poste se sont respectivement consentis un droit de préemption sur les titres qu'une des deux parties projeterait de céder à un tiers bénéficiaire, et ce, à compter du 1^{er} décembre 2008.

C) Autres engagements donnés

Au 31 décembre (en millions d'euros)	2006	2007	2008
Sur locations non résiliables	I 851	807	768
Autres engagements donnés	II 108	63	55
TOTAL	959	870	823

I. Les engagements donnés sur des locations non résiliables s'analysent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	Matériel informatique	Bureaux	Voitures	Autres locations non résiliables	Total
n+1	9	158	58	2	227
n+2	3	131	43	1	178
n+3	1	95	26	-	122
n+4	-	78	9	-	87
n+5	-	55	1	-	56
n+6 et années ultérieures	-	97	1	-	98
31 décembre 2008	13	614	138	3	768
31 décembre 2007	25	648	124	10	807
31 décembre 2006	59	653	122	17	851

Au 31 décembre 2008, les engagements donnés sur des locations non résiliables concernent principalement le Benelux (199 millions d'euros), la France (149 millions d'euros), l'Allemagne et l'Europe Centrale (91 millions d'euros), l'Amérique du Nord (79 millions d'euros) et le Royaume-Uni (75 millions d'euros). Les charges de loyer reconnues en compte de résultat sur l'exercice s'élèvent à 242 millions d'euros.

II. Les autres engagements donnés recouvrent principalement :

- des cautions bancaires données à l'occasion de contentieux fiscaux en France et en Espagne,
- des engagements sociaux aux Pays-Bas,

- des conditions suspensives à l'obtention définitives de subventions aux Pays-Bas et en Espagne,
- des engagements d'achats fermes de matériel ou de services.

La diminution des autres engagements donnés entre 2006 et 2008 s'explique essentiellement par l'évolution à la baisse des engagements d'achats fermes de matériel ou de services.

D) Dettes financières garanties par des actifs

Certaines dettes financières sont garanties par des actifs inscrits au bilan. Au 31 décembre 2008, ces dettes financières concernent les contrats de location financement pour un montant de 119 millions d'euros.

NOTE 27 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

A) Entreprises associées

Il s'agit des entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence (cf. Note 29 - Liste par pays des principales sociétés consolidées). Les transactions effectuées avec ces entreprises associées au cours de l'exercice 2008 ont été réalisées sur une base de prix de marché et leur volume n'est pas significatif.

B) Autres parties liées

Au cours de l'exercice 2008, aucune opération significative n'a été réalisée avec :

- des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de Cap Gemini S.A.,
- des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs,

- des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

C) Rémunération des membres des organes de direction

Le tableau ci-dessous analyse la rémunération au titre de l'année 2008 des membres des organes de direction qui comprennent la structure de direction générale du Groupe présente à la clôture de chaque exercice, soit 28 personnes en 2008, contre 26 personnes en 2007, ainsi que la rémunération du Président du Conseil d'Administration et les jetons de présence versés aux douze administrateurs et censeurs non salariés (nombre inchangé par rapport à 2007).

<i>en milliers d'euros</i>	2007	2008
Avantages à court terme hors charges patronales (1)	21 387	21 493
Avantages à court terme : charges patronales	4 463	3 771
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	693	756
Rémunération en actions (3)	1 976	1 210

(1) Inclut les salaires bruts, rémunérations, primes, intéressement, jetons de présence et avantages en nature.

(2) Ce montant comprend essentiellement des indemnités conventionnelles de départs en retraite.

(3) Ce montant correspond à la charge annuelle liée aux attributions d'options de souscription d'actions.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

NOTE 28 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de verser aux actionnaires du Groupe, au titre de l'exercice 2008, un dividende de 1 euro par action.

NOTE 29 – LISTE PAR PAYS DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Les principales sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2008 sont les suivantes :

Pays	Sociétés consolidées	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
ALLEMAGNE	Capgemini Deutschland GmbH (Berlin)	100,00 %	IG
	Capgemini Deutschland Holding GmbH	100,00 %	IG
	Capgemini Outsourcing Services GmbH (Stuttgart)	100,00 %	IG
	Capgemini SD&M Software Design and Management AG (Münich)	100,00 %	IG
	Sogeti Deutschland GmbH (Berlin)	100,00 %	IG
	Cap Gemini Telecom Media & Networks Deutschland GmbH	100,00 %	IG
	FuE-Future Engineering GmbH	100,00 %	IG
ARGENTINE	Capgemini Argentina S.A.	100,00 %	IG
AUSTRALIE	Capgemini Australia Pty Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services Australia Pty Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Australia Pty Ltd.	100,00 %	IG
AUTRICHE	Capgemini Consulting Österreich AG	100,00 %	IG
BELGIQUE	Capgemini Belgium N.V./S.A.	100,00 %	IG
	Sogeti Belgium S.A.	100,00 %	IG
	Sogeti N.V./S.A. (Belgium)	100,00 %	IG
	Sogeti International S.A.	100,00 %	IG
BRÉSIL	Capgemini do Brasil, Serviços de Consultoria e Informática Ltda.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services Brasil Ltda.	100,00 %	IG
CANADA	Capgemini New Brunswick Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Nova Scotia Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Canada Inc.	100,00 %	IG
	Inergi Inc.	100,00 %	IG
	Inergi L.P.	100,00 %	IG
	New Horizons System Solutions L.P.	100,00 %	IG
	New Horizons System Solutions Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Canada Inc.	100,00 %	IG
CHILI	Capgemini Business Services Chile Ltda.	100,00 %	IG
CHINE	Capgemini (China) Co. Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Hong Kong Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services (China) Ltd.	100,00 %	IG

IG = Intégration globale
ME = Mise en équivalence

Pays	Sociétés consolidées	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
	Capgemini Business Services (Asia) Ltd.	100,00 %	IG
	SSS Hangzhou Ltd. (China)	48,60 %	ME
	Capgemini Financial Services HK Ltd.	100,00 %	IG
DANEMARK	Capgemini Danmark AS	100,00 %	IG
	Sogeti Danmark AS	100,00 %	IG
ESPAGNE	Capgemini España, S.L.	100,00 %	IG
	Sogeti España, S.L.	100,00 %	IG
ÉTATS-UNIS	Capgemini America Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Applications Services LLC	100,00 %	IG
	Capgemini Holding Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini U.S. LLC	100,00 %	IG
	Capgemini North America Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Technologies LLC	100,00 %	IG
	Capgemini Government Solutions LLC	100,00 %	IG
	Sogeti USA LLC	100,00 %	IG
	Capgemini Energy GP LLC	100,00 %	IG
	Capgemini Energy Holdings LLC	100,00 %	IG
	Capgemini Energy L.P.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services International Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services USA Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Europe Inc.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services Japan Inc.	100,00 %	IG
	Kanbay Managed Solution Inc.	80,00 %	IG
	Strategic Systems Inc. (US)	48,60 %	ME
	Strategic Back-Office Solutions Inc.	48,60 %	ME
FINLANDE	Capgemini Finland Oy	100,00 %	IG
FRANCE	Cap Gemini S.A.	Société mère	IG
	Capgemini France S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Gouvieux S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Service S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Université S.A.S.	100,00 %	IG
	Immobilière Les Fontaines S.A.R.L.	100,00 %	IG
	SCI Paris Etoile	100,00 %	IG
	Capgemini Consulting S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Finance et Services S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Industrie et Distribution S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Est S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Ouest S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Sud S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Outsourcing Services S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini OS Electric S.A.S.	100,00 %	IG
	Capgemini Telecom Media Défense S.A.S.	100,00 %	IG
	Synaxio S.A.S.	40,00 %	ME
	Sogeti S.A.S.	100,00 %	IG
	Sogeti Infrastructure Service S.A.S.	100,00 %	IG
	Sogeti Application Service S.A.S.	100,00 %	IG

IG = Intégration globale
ME = Mise en équivalence

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CAPGEMINI

Pays	Sociétés consolidées	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
FRANCE	Sogeti Régions S.A.S.	100,00 %	IG
	Sogeti Services S.A.S.	100,00 %	IG
	Sogeti High Tech S.A.S.	100,00 %	IG
	Euratec S.A.R.L.	100,00 %	IG
GUATEMALA	Capgemini Business Services Guatemala S.A.	100,00 %	IG
HONGRIE	Capgemini Magyarország Kft	100,00 %	IG
INDE	InQA Test Labs Private Ltd. (India)	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services (India) Ltd.	51,00 %	IG
	Capgemini India Private Ltd.	100,00 %	IG
	Pune Software Park Pvt. Ltd.	100,00 %	IG
IRLANDE	Sogeti Ireland Ltd.	100,00 %	IG
	Insight Test Services Holding Ltd.	100,00 %	IG
	Insight Test Services Management Ltd.	100,00 %	IG
	Insight Test Services Ltd.	100,00 %	IG
ITALIE	Capgemini Italia S.p.A.	100,00 %	IG
LUXEMBOURG	Sogeti Luxembourg S.A.	100,00 %	IG
	Capgemini Reinsurance Company S.A.	100,00 %	IG
	Sogeti PSF Luxembourg S.A.	100,00 %	IG
MAROC	Capgemini Technology Services Maroc S.A.	100,00 %	IG
MEXIQUE	Capgemini Mexico S. de R.L. de C.V.	100,00 %	IG
NORVÈGE	Capgemini Norge AS	100,00 %	IG
	Sogeti Norge AS	100,00 %	IG
PAYS-BAS	Capgemini Outsourcing B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Interim Management B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Nederland B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Sourcing B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Educational Services B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini N.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Datacenter Amsterdam B.V.	100,00 %	IG
	Sogeti Nederland B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini International B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Retail Solutions B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Shared Services B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini Business Services B.V.	100,00 %	IG
	Capgemini BAS B.V.	100,00 %	IG
	Code 6 B.V.	100,00 %	IG
Capgemini BAS Interim v.o.f.	100,00 %	IG	
POLOGNE	Capgemini Polska Sp z.o.o.	100,00 %	IG
PORTUGAL	Capgemini Portugal, Serviços de Consultoria e Informatica S.A.	100,00 %	IG

IG = Intégration globale
ME = Mise en équivalence

Pays	Sociétés consolidées	Pourcentage d'intérêt	Méthode d'intégration
REPUBLIQUE TCHÈQUE	Capgemini Czech Republic S.r.o.	100,00 %	IG
	Empire S.r.o	100,00 %	IG
	Sophia Solutions S.r.o	70,00 %	IG
ROUMANIE	Capgemini Services Romania s.r.l.	100,00 %	IG
ROYAUME-UNI	Capgemini UK Plc.	100,00 %	IG
	CGS Holdings Ltd.	100,00 %	IG
	Sogeti UK Ltd.	100,00 %	IG
	Capgemini Financial Services UK Ltd.	100,00 %	IG
	SSS Holding Corporation Ltd.	48,60 %	ME
	Strategic System Solution Ltd.	48,60 %	ME
	Strategic Back Office Solutions Ltd.	48,60 %	ME
	Strategic Training Solutions Ltd.	48,60 %	ME
	Bizzkidz Ltd.	48,60 %	ME
	Vizuri Ltd.	100,00 %	IG
Qbit Ltd.	100,00 %	IG	
SINGAPOUR	Capgemini Asia Pacific Pte Ltd.	100,00 %	IG
	SSS Pte Ltd. (Singapore)	48,60 %	ME
	Capgemini Financial Services (Singapore) Pte Ltd.	100,00 %	IG
SLOVAQUIE	Capgemini Slovensko, s.r.o.	100,00 %	IG
SUÈDE	Capgemini AB	100,00 %	IG
	Capgemini Sverige AB	100,00 %	IG
	Sogeti Sverige AB	100,00 %	IG
SUISSE	Capgemini Suisse S.A. (Zurich)	100,00 %	IG
	Capgemini sd&rm Schweiz AG (Zurich)	100,00 %	IG
	Sogeti Suisse S.A.	100,00 %	IG

IG = Intégration globale
ME = Mise en équivalence